

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Branko LAZITCH. — Mouvement de la Paix : le congrès mondial de Copenhague	1
Pierre RIGOULOT. — Vieilles ficelles pour PCF en perdition	5
B.L. — Moscou et les mouvements communistes et socialistes dans les pays occidentaux	7
Claude HARMEL. — Esquisse d'une histoire du Parti unifié des communistes haïtiens (suite et fin).....	11
TCHERNOBYL	
Lionel TACCOEN. — Les Verts et les Rouges	
Pierre LORAIN. — Le prix du système.....	18
René MILON. — Les catastrophes nucléaires ou les nuisances du capitalisme.....	20
LE POINT DE VUE D'EST & OUEST	
Cinquante ans après, erreurs et mensonges au temps du Front populaire	22
CHRONIQUES	
R.M. — Les silences de Greenpeace.....	26
Françoise THOM. — La langue de bois au 27 ^e congrès du PC de l'URSS	26

P.R. — Guyana : union de la gauche contre un gouvernement prosoviétique ?.....	28
Cl. H. — A propos du « crétinisme parlementaire » : les origines de la langue de bois.....	30

NOTES ET INFORMATIONS

La faute, ce fut le programme commun de gouvernement	33
Pays-Bas : disparition du Parti communiste ..	33
Espionnage, terrorisme et bonnes paroles	33
Alessandro Nata parle de Gorbatchev.....	34
L'Europe n'a-t-elle plus le droit de se défendre ?	34
Dobrynine fait son apprentissage.....	35
Etre retraité en URSS	35

LES LIVRES

Denis LECORBENOIS. — Faut-il défendre Georges Marchais ?.....	36
--	----

Mouvement de la Paix :

LE CONGRÈS MONDIAL DE COPENHAGUE

Les inégalités quant à la force et à la faiblesse du communisme d'un continent à l'autre, et même d'un pays à l'autre, sont à l'heure actuelle telles que si l'on n'observe qu'une seule de ces inégalités (la force ou la faiblesse, peu importe), on risque d'arriver à une conclusion générale complètement erronée. Ainsi, l'effondrement du mouvement communiste en Europe occidentale pousse à croire en la fin du communisme en général, conclusion bien entendu fautive étant donné la force exceptionnelle qu'il conserve en de nombreux pays du tiers monde. De même, l'abandon du marxisme comme « horizon indépassa-

ble » par l'« establishment » universitaire en France ne doit pas occulter le fait qu'aux Etats-Unis, se déroule un processus exactement inverse. Comme l'a inscrit récemment le professeur John Patrick Diggins dans le très sérieux « *New York Times Book Review* » : « *Au cours de ces deux dernières décennies, le rêve du socialisme en Amérique a été alimenté par le marxisme qui est en train de devenir l'idéologie dominante dans le monde académique* ». Troisième exemple : les nombreuses tentatives faites pour relancer le mouvement pacifiste ces dernières années ont régulièrement échoué en France, mais elles ont été cou-

ronnées de succès dans plusieurs autres pays de l'Europe occidentale.

CONGRÈS MONDIAL DE LA PAIX : UNE MISE EN SCÈNE BIEN ÉTUDIÉE

Cette diversité de situations n'a pas échappé aux stratèges du Kremlin. A la lumière de l'expérience des dix dernières années, il leur est apparu que le mouvement en Europe était particulièrement fort dans beaucoup de pays où le PC local était très faible. A défaut d'un PC structuré manipulant ce mouvement, Moscou doit donc se contenter de tout un conglomérat de forces diverses : écologistes, neutralistes, pacifistes, sans oublier des militants et des organisations socialistes. Dans les années 70, l'action entreprise par leurs soins contre la production de la bombe à neutrons connut une ampleur exceptionnelle et aboutit à l'objectif visé, l'abandon du projet. Au début des années 80, le mouvement contre l'installation des fusées Pershing II fit preuve aussi d'une vigueur remarquable, mais n'atteignit pas son objectif. Aujourd'hui, il s'agit de préparer le terrain à une très large action contre le projet américain d'Initiative de Défense Stratégique (IDS).

Tous les trois ans, le Conseil mondial de la paix organise un « Congrès mondial de la paix ». Dans les années 50 et au début des années 60, cette réunion triennale se déroulait généralement dans une capitale orientale (Varsovie, Moscou), mais exceptionnellement aussi dans une capitale occidentale (Stockholm, Helsinki). Depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique en 1968, Moscou juge plus sûr de réunir cette assemblée à l'Est : juin 1969, Berlin-Est ; mai 1971, Budapest ; octobre 1973, Moscou ; mai 1977, Varsovie ; septembre 1980, Sofia ; juin 1983, Prague. Pour 1986, les Soviétiques ont décidé de quitter le « bunker » oriental et de se déplacer vers l'Ouest. Leur choix s'est porté sur Copenhague.

Les raisons de ce changement sont multiples et semblent avoir été bien pesées. D'abord, le PC danois est sur la voie du dépérissement total, comme l'illustre cette statistique de ses résultats électoraux :

1975 : 4,2 %	des suffrages exprimés
1977 : 3,7 %	des " "
1981 : 1,1 %	des " "
1984 : 0,7 %	des " "

Vu l'actuelle quasi-inexistence du PC danois, Moscou pensait certainement qu'il serait très difficile d'accuser les congressistes d'être encadrés et manipulés par les communistes locaux. Au surplus, pour compenser la carence des communistes du Danemark, s'épanouissent en ce pays des socialistes plus ou moins pacifistes, neutralistes et anti-atlantiques. Aux dernières élections (1984), trois partis socialistes étaient en présence : les sociaux-démocrates (31,6 %), le Parti socialiste populaire (12,1 %) et les socialistes de gauche (2,7 %). Pour mesurer le degré du pacifisme de ces mouvements, il suffit de rappeler que le parti

le moins à gauche, les sociaux-démocrates, avait pris position le 8 septembre 1981 contre l'implantation d'armes nucléaires au Danemark, même en temps de guerre. Or, à ce moment-là, ils étaient au pouvoir. Un autre fait révèle l'ampleur du sentiment pacifiste dans ce pays et en Europe du Nord : en 1980, un mouvement appelé « *Les Femmes pour la Paix* » prit naissance au Danemark et six mois plus tard, il avait recueilli un demi-million de signatures au Danemark, en Norvège, en Suède et en Islande (mais pas en Finlande, où il n'y eut pas d'appel de signatures).

Dans toute opération pacifiste montée par Moscou, une condition est indispensable : la présidence en titre doit être exercée par une personnalité dont on peut (et on doit) sans cesse répéter qu'elle n'est pas communiste. C'est ainsi qu'à Copenhague, la présidence du Comité d'organisation du congrès a été confiée à Hermond Lannung, 90 ans, pacifiste depuis toujours. Sa première réunion pacifiste remonte à 1921, quand il organisa à Copenhague une « *Conférence de la jeunesse pour la Société des Nations, la Reconciliation et la Paix* ». Membre du Parti radical-libéral (11,5 % des voix aux dernières élections, en 1984), il a été conseiller municipal entre les deux guerres, ensuite député, avant d'être nommé représentant du Danemark aux Nations-Unies. Bourgeois pacifiste, homme de dialogue avec les communistes, Lannung est depuis quelques années vice-président d'une institution appelée « *Forum des Liaisons Internationales des Forces de la Paix* (ILFPF), dont le président n'est autre que Romesh Chandra, président du Conseil Mondial de la Paix !

Bien installé dans sa position de « potiche » (selon le terme employé il y a trente ans par Vercors, orfèvre en la matière), le président Lannung est coiffé par deux organismes, dont la presse danoise a facilement établi la filiation communiste directe : l'un est le « *Comité de coopération pour la paix et la sécurité* », dont le président, l'ingénieur Villum Hansen, devant l'abondance des preuves, a dû reconnaître son affiliation au PC danois et dont plusieurs autres membres, tels Jorgen Madsen, syndicaliste et Henning Bentzen, responsable d'un « *Camp de paix et d'amitié 86* », ont été démasqués, eux aussi, comme des hommes de l'appareil communiste. Quant à l'autre organisme, son secrétariat s'est installé dans un bâtiment, le « *Centre de la Paix* », qui abritait déjà plusieurs officines communistes et crypto-communistes.

Compte tenu de ces faits, à Copenhague, curiosité et supputations ont entouré la préparation de la manifestation, baptisée pompeusement dans sa première version « *Congrès mondial pour l'année internationale de la paix des Nations Unies* ».

LES DIFFICULTÉS S'ACCUMULENT

Le Conseil mondial de la paix, réuni à Moscou du 22 au 25 mars 1985 (dix jours après la nomination de Gorbatchev au poste de N° 1 au

Kremlin), avait pris ses dispositions pour tenir ce congrès en octobre 1986 à Copenhague. Le plan préliminaire prévoyait une participation d'environ 5 000 délégués venus des pays du monde entier. Dès la fin de l'année dernière, les travaux préparatoires commencèrent à Copenhague. En même temps, apparurent les premières difficultés, en particulier une série de défections de la part de personnalités danoises pressenties.

Le président désigné du congrès, Lannung, dut faire la déclaration qui s'impose à une « potiche » en semblable circonstance : « *Je trouve totalement erroné que des gens présentent cette conférence comme dominée par les communistes* ». Arne Stinus, membre du Parti radical-libéral (comme Lannung lui-même) et président de l'Association pour les Nations-Unies, n'en déclara pas moins : « *Nous sommes définitivement persuadés que le rapport des forces penche en faveur des communistes. Nous ne croyons pas que notre Association soit suffisamment forte pour rétablir un meilleur équilibre, c'est pourquoi nous avons décidé de nous retirer de cette entreprise* ».

Deux plus grosses défections se produisirent ensuite, celles des deux principales formations socialistes du Danemark. La première et la plus importante fut celle du Parti Social-démocrate. Interrogé par le quotidien « *Information* » (20 janvier), Lasse Budtz, porte-parole du Parti pour les questions de politique étrangère et de défense nationale, confirma avoir écrit une lettre au président Lannung pour obtenir certains renseignements complémentaires sur la nature et les objectifs de ce congrès mondial : « *Entre autres choses, nous voudrions savoir si les groupements non-officiels (dissidents) pour la paix en Europe orientale ont été invités. Nous avons aussi demandé s'il sera possible de discuter la situation en Afghanistan, en Angola et au Cambodge comme on se propose de le faire au sujet du Salvador. En outre, il n'a pas encore été établi quels sont les véritables organisateurs de la réunion, ni qui apporte la principale contribution financière. S'il est exact que c'est le gouvernement soviétique qui le fait, par l'intermédiaire du Conseil mondial de la paix, nous craignons que les objectifs du congrès soient très unilatéraux* ». L'article de « *Information* » remarquait toutefois que cette circonspection à l'égard du futur Congrès mondial n'était pas unanime dans le Parti social-démocrate, puisqu'une « *Association des sociaux-démocrates antimilitaristes* » (SAM) était en train d'intervenir auprès de la direction du Parti et des syndicats en faveur de la participation au congrès.

Trois semaines plus tard, le 11 février, Lasse Budtz se montrait plus explicite encore et annonçait le refus définitif de la participation du Parti social-démocrate. Interrogé ce même jour par la radio danoise, le porte-parole social-démocrate déclarait : « *Nous avons vérifié la liste des membres du Comité préparatoire qui agit à l'échelle du Danemark et nous avons découvert une majorité écrasante de communistes. C'est précisément ce à*

quoï nous nous opposons. De même, ce n'est un secret pour personne que le Conseil mondial de la paix joue un rôle décisif dans le projet et que c'est lui qui se trouve à son origine... Selon notre expérience, jamais le Conseil mondial de la paix, ni le « Comité danois de coopération pour la paix et la sécurité » ne critiquent le réarmement soviétique... ». Pour mettre les points sur les i, le président du Parti social-démocrate danois, Svend Jakobsen, déclarait le 16 mars au Parlement : « *Ce n'est pas un hasard si notre parti a refusé de participer à cette conférence internationale pour la paix, car il s'agit en réalité d'un instrument de la propagande soviétique et nous ne voulons pas être accrochés à ce wagon. Nous avons pris cette position en dépit du fait que le vieux radical-libéral Hermond Lannung préside ce comité...* ». Le 21 février, l'organisation de la jeunesse social-démocrate (DSU) avait déjà, elle aussi, refusé d'être présente au congrès.

Quant au Parti socialiste populaire, lors de son congrès des 8 et 9 mars ces deux demandes furent proposées et adoptées : 1. que le Comité préparatoire danois garantisse la présence au congrès des représentants en exil de « *Solidarnosc* » et de « *Charte 77* », ainsi que de personnalités culturelles éminentes de l'Est vivant à l'Ouest, même s'il était nécessaire de les faire figurer dans la délégation danoise ; 2. que les délégations venues des pays de l'Est englobent la présence de militants de « *Solidarnosc* », de « *Charte de 77* » et de divers comités des droits de l'homme. Bien entendu, ces conditions n'ont même pas été jugées dignes d'être discutées par le Conseil mondial de la paix, qui s'est ainsi démasqué lui-même aux yeux de l'opinion publique internationale.

LE CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX DÉMASQUÉ

Le premier impératif de cet organisme, qui dirige depuis trente-six ans déjà le Mouvement de la paix, a toujours consisté à se présenter comme étant au service de la paix, nullement du communisme et de l'Union soviétique. Dans ses publications officielles, il est donc constamment question de la paix et pas du communisme, mot qui n'y figure d'ailleurs jamais. Ainsi sa brochure officielle « *The Peace Council. What It Is. What It Does* » (60 pages) consacre-t-elle une page à l'énumération de personnalités éminentes qui ont été membres du Conseil mondial de la paix : Frédéric Joliot-Curie, « *savant français* » ; Paul Robson, « *chanteur mondialement connu* » ; Pablo Neruda, « *poète chilien* » ; Pablo Picasso, « *peintre mondialement connu* » ; Juan Marinello, « *une figure éminente cubaine* », etc. Or, ils étaient tous membres d'un Parti communiste et la brochure n'en souffle mot. Cet effort de dissimulation systématique va plus loin encore : non seulement il est interdit de dire quels responsables du Conseil mondial de la paix sont communistes, mais ses membres non-communistes sont poussés à clamer très haut que le Conseil n'est pas

communiste, puisqu'eux-mêmes en font partie. C'est le cas de James Lamond, député travailliste britannique, président de la section britannique du Mouvement de la paix et vice-président du Conseil mondial de la paix, qui a qualifié de mensongère l'affirmation selon laquelle le « *Conseil mondial de la paix est une organisation satellite de Moscou* ». (« *The Daily Telegraph* », 26 avril 1985).

La consigne de dissimuler l'influence soviéto-communiste dans le Conseil mondial de la paix est complétée par une autre obligation qui va dans le sens inverse : se référer le plus souvent possible aux liens du Conseil avec l'Organisation des Nations-Unies. Dans la brochure officielle déjà citée sur le Conseil mondial de la paix (édition de décembre 1978), il est écrit : « *Le Conseil mondial de la paix bénéficie du statut d'organisation non-gouvernementale au sein de l'ONU et participe activement avec les autres organisations non-gouvernementales à l'œuvre de coopération effective entre les gouvernements et les peuples. Le Conseil mondial de la paix occupe la place de vice-président au sein de la Conférence des organisations non-gouvernementales, ainsi que la vice-présidence de la Commission sur le désarmement. Les réunions fréquentes avec le secrétaire général des Nations-Unies, le Dr Kurt Waldheim, l'échange de correspondance et de messages avec le secrétaire général à l'occasion des conférences importantes du Conseil mondial de la paix, la participation de représentants des Nations-Unies aux réunions du Conseil mondial - tout cela est devenu la caractéristique normale de l'activité du Conseil* ».

C'est tout spécialement cette année que devait se manifester l'unité d'action entre les Nations-Unies et le Conseil mondial de la paix, comme l'écrivait récemment son président, Romesh Chandra, dans la revue communiste internationale publiée à Prague : « *Il ne fait aucun doute que cette année 1986, que les Nations-Unies ont proclamée Année internationale de la paix, sera marquée par un regain d'activité... Le Conseil mondial de la paix, qui regroupe de nos jours les mouvements pacifistes de 141 pays, va lui aussi apporter sa contribution à ce processus. Les manifestations régionales et nationales et les rencontres continentales vont sans doute contribuer à grossir les rangs du mouvement mondial pour la paix...* » (*La Nouvelle Revue Internationale*, mars 1986, p. 60 et 61). L'une des manifestations inscrites au programme de cette année est précisément le Congrès de Copenhague. Toutefois, l'attitude inconditionnellement pro-soviétique du Conseil mondial de la paix rend le succès de la réunion dans la capitale danoise de plus en plus problématique.

La contradiction est en effet toujours plus criante entre la phraséologie pacifiste du Conseil et son soutien aux armées soviétiques et satellites qui occupent divers pays, tout spécialement les trois suivants :

1.- **Cambodge.** Le Programme d'action du Conseil mondial de la paix revendique la reconnaissance du gouvernement dirigé par Heng Samrin et l'octroi du siège du Cambodge aux Nations-Unies à ce gouvernement qui a été imposé par les Vietnamiens, alors que les pays asiatiques libres se montrent hostiles à cette reconnaissance.

2.- **Afghanistan.** En juillet 1980, huit mois après l'invasion soviétique, le président du Conseil mondial de la paix, Romesh Chandra, dans une interview accordée à l'agence TASS, a soutenu intégralement la position soviétique et accusé les « *impérialistes* » occidentaux et leurs mass-médias de s'opposer à la « *solution politique* » de l'affaire afghane.

3.- **Tchécoslovaquie.** Non seulement le Conseil mondial de la paix n'a pas condamné l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique, qui dure depuis 1968, mais il a eu l'impudence de tenir son précédent congrès triennal (juin 1983) à Prague, congrès qui fut officiellement baptisé : « *Assemblée mondiale pour la paix et la vie, contre la guerre nucléaire* ». Aucun orateur n'y souleva la question de la présence des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie et, comble d'ironie, lorsqu'un orateur prit la parole au nom du gouvernement fantoche de Kaboul, il fut accueilli par de vifs applaudissements.

Tout événement de portée internationale permet un pronostic qui ne risque jamais d'être démenti : le Conseil mondial de la paix adoptera à son sujet une position inconditionnellement pro-soviétique. Ainsi, au lendemain de la rencontre Reagan-Gorbatchev, Romesh Chandra fit ce commentaire : « *Développant les thèses élaborées lors de la rencontre de Genève, l'Union soviétique, par la déclaration de M. Gorbatchev, a avancé de nouvelles initiatives de grande importance... La parole est maintenant à la partie américaine. Les nations attendent des dirigeants américains qu'ils aient le courage de renoncer à un mode de pensée militariste* ».

C'est exactement ce qu'on a pu lire dans la « *Pravda* » et entendre ou voir dans tous les mass-medias soviétiques.

Branko LAZITCH

TABLES 1985

Nous avons édité une table des sujets qui ont été traités dans EST & OUEST en 1985, ainsi qu'une table par auteurs.

Ce document sera adressé gracieusement à ceux de nos abonnés qui en feront la demande.

Nous tenons également à leur disposition les tables de 1984.

VIEILLES FICELLES POUR PCF EN PERDITION

Branko Lazitch et Claude Harmel ont montré dans nos précédents numéros la profondeur du déclin du PCF et la gravité de sa récente déroute électorale. Mais comment sa direction réagit-elle ? Comment explique-t-elle la situation où se trouvent les communistes ? Quels remèdes propose-t-elle ? La lecture attentive de *l'Humanité*, depuis le lendemain des élections législatives, est bien instructive sur tous ces points.

LE COUPABLE, C'EST LE PS

La première impression qui se dégage, c'est que la direction du PCF n'a rien à se reprocher. Le coupable, c'est l'Autre, c'est-à-dire le PS : « *A partir de l'été 1982, François Mitterrand et ses amis ont capitulé devant les forces dominantes de l'argent, semant la déception, l'amertume et le mécontentement dans les couches populaires. Ils portent devant l'histoire l'immense responsabilité de cet échec de la gauche (1)... Le Parti socialiste a livré le pays aux rapaces de la droite (2)... La victoire de la droite est due à la politique pratiquée par le PS... (3). Les dirigeants socialistes ont ouvert la porte à la droite (4)* », etc. etc...

« *J'ai subi un sacré choc, explique aussi un lecteur, avec le résultat des élections du 16 mars. Pour moi, la faute en incombe au P.S. qui n'a pas tenu ses engagements de 1981 et a favorisé la venue de la droite et de l'extrême-droite* » (5).

La façon même dont le Parti Socialiste a manœuvré pendant les élections a également été nuisible. Le PS a en effet pratiqué « *le chantage au vote utile* » (6) et a fait subir au PC les effets d'une « *formidable entreprise de débauche des électeurs communistes par les dirigeants socialistes* » (7).

ÉCHEC ? VOUS AVEZ DIT ÉCHEC ?

Si échec il y a, la direction du PCF affecte de ne pas le prendre au tragique. Mieux : sans crainte de se contredire, *l'Humanité*, qui accuse le P.S. d'être responsable du mauvais score communiste aux élections législatives, n'hésite pas par ailleurs à nier cet échec ! « *Le Parti communiste a stabilisé son influence... Il a reconquis des suffra-*

ges sur les élections européennes de juin 1984 » (8). Les communistes sortent même « *tout à fait confortés avec l'idée que la politique mise en œuvre après ce 25ème congrès est la bonne* »... (9). Les communistes « *ont gagné 560 000 voix de plus qu'aux européennes* » (10). « *Le scrutin du 16 mars traduit les premiers résultats encore faibles... mais prometteurs, obtenus par le début de la mise en œuvre de nos orientations nouvelles* » (11), etc.

DES ÉLECTIONS SANS SIGNIFICATION

Ces résultats sont d'autant plus prometteurs que les élections ne se sont pas déroulées régulièrement. *L'Humanité* publie par exemple la lettre d'un lecteur qui dit mettre ces élections « *entre guillemets...Elles n'ont eu... qu'à peine l'apparence d'une consultation démocratique tant la manipulation, le mensonge, le truandage, la désinformation, se sont manifestés sans foi et sans limite* » (12). Et pour bien montrer l'accord du journal communiste avec le lecteur, le courrier de ce jour-là est précédé du titre suivant : « *Vos lettres nous comblent* » !

Comment des élections seraient-elles démocratiques dans un tel climat politique ? « *L'Humanité* » consacre deux pages le 4 avril contre « *la presse d'argent* » et plus particulièrement contre l'anticommunisme du *Monde*. « *Je suis écoeurée et révoltée*, précise une lectrice qui cite Fiterman, *par l'acharnement meurtrier des médias contre le P.C.* » (13). Et une autre : « *Je suis écoeurée de voir tant d'acharnement anticommuniste distillé à longueur d'antenne radio et télé* » (14). C'est pourquoi, heureusement, la force véritable du parti ne saurait se refléter dans un score électoral médiocre : « *L'influence du parti révolutionnaire ne se mesure pas seulement au nombre de voix au soir d'une élection* » (15).

L'AVENIR EST À NOUS

L'Humanité ne fait pas que consoler les militants. Elle leur rappelle qu'ils ont raison d'être optimistes : l'avenir est radieux et la société occi-

(1) *Humanité* 17/3/86.
(2) *H.* 21/3.
(3) *H.* 27/3.
(4) *H.* 26/3.
(5) *H.* 3/4.
(6) *H.* 17/3.
(7) *H.* 17/3.

(8) *H.* 18/3.
(9) *H.* 18/3.
(10) *H.* 18/3.
(11) *H.* 26/3.
(12) *H.* 25/3.
(13) *H.* 8/4.
(14) *H.* 8/4.
(15) *H.* 17/3.

dentale « finie » : « La France d'après mars 86 apparaît, de même que toute la sphère occidentale, comme un marécage », écrit un lecteur obliquement cité (16)... Arnaud Spire évoque, lui, « le pourrissement de la démocratie représentative » (17). Nous vivons dans « une société qui a fait historiquement son temps » (18). Il faut savoir que « la bourgeoisie ne tient pas la distance » et que « l'avenir est à nous » (19). « En tant que communistes français, nous sortons de cette épreuve davantage déterminés. Un jour viendra où, malgré la social-démocratie, triomphera le socialisme à la française » (20). Oui : « Le parti communiste compte et il comptera dans l'avenir de la société française » (21)... « Le grain que nous avons semé lèvera » (22)... Pourquoi le PCF a-t-il « un grand avenir » ? C'est qu'« il est le seul à ne pas accepter la pérennité du capitalisme » (23). Un lecteur confirme : « Au haut du chemin difficile, il y a la bonne route, et nous nous y engageons, comme l'a écrit Roland Leroy, le cœur ferme et le front haut » (24). « Courage ! lance un autre : 2 570 000 personnes soutiennent notre politique en faveur des défavorisés. Et le temps travaille pour nous. Nous serons beaucoup plus dans les années à venir » (25).

D'ailleurs, regardons autour de nous : « Nos idées révolutionnaires... gagnent chaque jour du terrain dans le monde » (26).

COMMUNISTES, ENCORE UN EFFORT !

Les conditions « objectives » étaient réunies, il suffit, pour réussir, d'agir activement, de lutter :

« Les communistes... vont continuer à agir... sur le terrain... face à chaque problème créé dans tous les domaines de la vie de la société par la politique du capital... » (27).

Leurs deux atouts ? « Notre presse et notre travail de fourmi, répond un lecteur... Cela est très dur, mais nous devons persévérer... » (28).

Dans de telles conditions, la solitude du PCF n'est plus désolante : il est le seul à lutter contre le capitalisme. Il est le seul à proposer « autre chose » : « Il n'existe qu'une force politique d'opposition au dispositif de la cohabitation : le PCF. Un nouvel espace s'ouvre... à son action » (29).

Seul à agir « dans le bon sens » et seul à détenir la vérité. N'est-ce pas plutôt exaltant ? « Je suis fier d'être en marge, lance un lecteur..., fier d'être à contre-courant » (30).

En somme, c'est le Parti qui a raison et c'est le peuple qui a tort ! « Je voudrais dire aux

communistes qu'il ne leur arrive rien. Il arrive simplement que la grande majorité des Français sont totalement intoxiqués et ont perdu le simple bon sens, ce qui se comprend facilement avec les lavages de cerveau qu'ils subissent en permanence. Ne cherchez pas... dans votre stratégie politique ou dans la direction de votre parti. Vous ne pouvez rien changer à ce résultat numérique qui dénote la vulnérabilité des électeurs et la faiblesse du parti qui lui propose la voie, la voie du bon sens et de la vérité », etc... (31).

Demi-vérité cependant, précisera Georges Marchais : le Parti communiste est à contre-courant des Français « intoxiqués » et au « cerveau lavé » soit, mais en phase complète avec ce qu'ils sont « réellement », avec leurs « besoins » et tout ce à quoi « ils aspirent » : « ... nous allons être amenés à nous placer de plus en plus à contre courant du mouvement que les forces du capital tentent d'imposer à la société. Cela dit... sommes-nous... à contre courant des besoins, des préoccupations et des espoirs populaires ? A l'évidence, non » (32).

LE TRAITEMENT DE L'OPPOSITION

Pourtant, la presse l'a largement rapporté, tout le monde n'a pas été convaincu par l'optimisme de la direction communiste : quatre abstentions et une opposition (P. Juquin) au moment du vote sur le rapport de G. Marchais au dernier comité central, manifestations de désaccords par plusieurs dirigeants de fédération, un millier de signataires réclamant un congrès extraordinaire pour débattre des problèmes du parti (33), publication d'un ouvrage dont la cible principale est le secrétaire général (34), sont les indices de la grogne d'un certain nombre de militants et de cadres du parti.

A leur intention, la direction du PCF a mis en place toute une batterie d'arguments et de mesures appropriés.

Contre Michel Naudy, il commence par des critiques d'ordre politique : Naudy souhaite que « le PC devienne un parti socialiste dans ses objectifs comme dans son fonctionnement. Merci bien. Nous n'avons pas approuvé le congrès de Tours pour rien » (35).

Puis, comme il a agi de manière isolée et qu'il est vulnérable, on l'exclut et on l'injure. Claude Cabannes affirme, finement, qu'une fois « la lecture de cet ouvrage terminée, on a l'impression désagréable d'avoir serré la main d'un homme qui sort des cabinets » (36).

(16) H. 25/3.
(17) H. 2/4.
(18) H. 24/4.
(19) H. 17/4.
(20) H. 10/4.
(21) H. 17/3.
(22) H. 18/3.
(23) H. 29/3.
(24) H. 4/4, lettre.
(25) H. 17/4.

(26) H. 17/4.
(27) H. Déclaration du BP du PCF reproduite deux jours de suite (!), H. 17 et 18/3.
(28) H. 27/3.
(29) H. 20/3.
(30) H. 1/4.
(31) H. 10/4 lettre.
(32) H. 27/3 intervention au Comité Central.
(33) H. V. *Le Monde* 2/4.
(34) Naudy : *PCF : le suicide*, Grasset, Paris 1986.
(35) H. 5/4.
(36) H. 11/4.

Contre P. Juquin qui propose « *une voie européenne au socialisme* », le « *socialisme dans un seul pays d'Europe relevant du voeu pieux* » (37), la direction est plus prudente. Rapproche-t-elle ses références européennes et la critique que lui a adressée le PC italien ? (38). En tout cas, elle se contente de dire que P. Juquin « *n'a pas respecté son engagement... de s'en tenir aux règles de fonctionnement du parti* » (39) et de lui prêter l'intention de continuer : « *si le choix est entre salutaire (à ses yeux) et statutaire, il choisira salutaire. On ne saurait être plus clair* » (40). Pour les signataires qui se retrouvent au côté de Lainé et Karlin, on fait preuve de davantage de doigté : on commence par minimiser leur importance : « *Cela fait 1 000 et nous sommes 600 000 adhérents* » (41). Ils ne sont même que « *quelques centaines* ». En tout et pour tout, « *48 cellules sur 27 000* » ont écrit à la direction pour manifester leur désaccord (42).

On demande ensuite ce que veulent ces contestataires. Discuter ? Mais précisément, il n'y a pas de parti « *où la discussion soit plus ouverte qu'au PCF* » (43). Une discussion « *très profonde* » a lieu dans le parti (44). Parmi ces 1 000 signataires, il y a « *des camarades qui, sur la base de leur inquiétude, ont pu être troublés, mais qui peuvent aujourd'hui vérifier le sérieux et la réalité de la discussion des organisations du parti* » (45).

(37) H. 26/3.

(38) « Le PCF n'a pas avancé une proposition crédible pour l'avenir... Pas plus crédibles non plus ont été (ses) propositions nationales », peut-on dire dans *l'Unità* du 18 mars.

(39) H. 27/3 Conférence de presse de Paul Laurent.

(40) H. 16/4.

(41) H. 7/4.

(42) H. 18/4.

(43) H. 27/3 R. Leroy (édito).

(44) H. 25/3.

(45) H. 11/4.

Quel intérêt alors, de convoquer un congrès extraordinaire ? Le « Parti » a prévu quatre sessions du C.C., cinq numéros spéciaux de *l'Humanité*, un conseil national (46). N'est-ce pas suffisamment prouver que le Parti veut discuter ? Les « *rénovateurs* » ont-ils vraiment envie, eux, de ce « *large débat* » ? En verrouillant la discussion sur une idée fixe – le préalable d'un congrès extraordinaire – non seulement « *sera empêchée la réflexion créative dans tous les domaines, mais serait bloquée toute action de combat* » (47).

Le Parti est conscient du sérieux de la situation et de l'importance des problèmes à débattre : il n'y a pas de parti qui « *ne se soit plus colleté avec la réalité d'une société mouvante* » ni qui ait « *plus audacieusement innové* » (48). « *Nous savons, dit encore G. Marchais, que la classe ouvrière a changé, nous analysons les mutations qu'elle vit* » (49).

Comme on le voit, tout un dispositif est en place pour encourager l'ensemble des militants à continuer la lutte, pour réduire ou dissoudre la « *fronde* » d'une minorité d'inquiets de l'avenir du parti. Pour isoler enfin et pousser hors du Parti les adversaires les plus résolus de la direction. Cela ne renforcera pas l'ensemble du PCF, cela n'empêchera pas une éventuelle dissidence de style eurocommuniste. Mais cela maintiendra dans son rôle l'actuelle direction du parti communiste. Un parti plus que jamais guetté par la « *groupuscularisation* ».

Pierre RIGOULOT

(46) H. 25/3.

(47) H. 27/4.

(48) H. 27/3.

(49) H. 21/4.

MOSCOU ET LES MOUVEMENTS COMMUNISTE ET SOCIALISTE DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

Du 5 au 7 avril, au lendemain du 27^e congrès du PC soviétique et à l'occasion du premier anniversaire de l'accession de Gorbatchev au pouvoir, un colloque s'est tenu à Milan sur le thème : « *Où va l'URSS* » ? Ce colloque était organisé sur l'initiative de deux fondations italiennes, l'une de tendance démocrate-chrétienne (« *Georgio La Pira* »), l'autre de tendance socialiste (« *Rodolfo Mondolfo : Critica Sociale* »).

Une trentaine de spécialistes abordèrent, dans leurs exposés, tous les aspects importants de la réalité et de la politique soviétiques. Outre celle des Italiens, les deux délégations étrangères les plus nombreuses venaient des Etats-Unis et de France. Les Etats-Unis étaient représentés par plusieurs « *soviétologues* » enseignant dans les deux prestigieuses universités de Harvard et de Berkeley : Adam Ulam, Abram Bergson, Martin

Malia, Alexandre Nekritch, etc. Les rapporteurs venus de France étaient : Mme Irina Alberti (directrice de l'hebdomadaire « *Le Pensée Russe* », Alain Besançon, Michel Heller, Branko Lazitch, Jean-François Revel et Nikita Struvé.

A l'issue du 27^e congrès du PC soviétique, en mars dernier, parmi les quelques changements de personnel qui ont affecté le sommet du Parti (Politburo et Secrétariat), l'un concernait la Section internationale : Boris Ponomarev en a cédé la responsabilité, ainsi que sa fonction de secrétaire du Comité central, à Anatole Dobrynine.

Les deux hommes avaient suivi une carrière politique différente. Ponomarev était un « apparatchik », très familier des partis communiste, mais sans connaissance directe du monde capitaliste. Pour sa part, Dobrynine possède une expérience exactement inverse : diplomate, il a longtemps vécu à l'Ouest (USA), mais jusqu'à maintenant, il ne s'est jamais occupé des « partis frères ».

Boris Ponomarev a battu tous les records de longévité dans l'appareil central : il a été « l'œil de Moscou » dans le mouvement communiste international pendant près d'un demi-siècle (depuis 1937) et il était à la tête de la Section internationale depuis plus de trente ans (depuis 1955). Le fait qu'il reste membre du Comité central en dépit de son départ officiel à la retraite indique d'ailleurs que la nouvelle direction compte profiter de son expérience pour aider Dobrynine à se « rôder ». Celui-ci sera corneaqué par un autre « apparatchik », Vadim Zagladine, qui s'occupe des « partis frères » depuis plus d'un quart de siècle et qui était déjà depuis longtemps premier chef-adjoint de la Section internationale.

Depuis sa naissance en 1943 (et même antérieurement, au temps du Komintern), le champ d'action de la Section internationale reste double : primo, mesurer ce que les « partis frères » peuvent faire dans leurs pays respectifs et secundo, savoir ce que Moscou peut faire au sein du mouvement communiste international. Or, les « partis frères » d'Occident agissent avec moins d'ampleur aujourd'hui qu'hier et Moscou de son côté peut moins dicter sa volonté aujourd'hui qu'hier au sein du mouvement communiste international.

Pour illustrer cette régression du mouvement communiste en Occident, il suffit de comparer les formules employées à son adresse lors des trois derniers congrès du PC soviétique. En 1976, Brejnev a consacré tout un chapitre au « *processus révolutionnaire mondial* », dont faisait partie la révolution portugaise ; en 1981, le même Brejnev s'est félicité de l'adhésion en Europe occidentale

Dans notre précédent numéro, nous avons publié l'exposé prononcé à cette occasion par Alain Besançon. Ci-dessous, nous reproduisons un condensé du rapport de Branko Lazitch.

de 800 000 personnes dans les « partis frères » et il en a cité plusieurs, PCF en tête. En 1986, on ne trouve rien de tel dans le Rapport de Gorbatchev : pas un mot sur le processus révolutionnaire mondial ou sur l'augmentation des effectifs communistes, non plus que sur l'Europe, ni même sur ses partis communistes ! Le fait de ne pas mentionner un seul succès communiste en Europe occidentale équivaut à l'aveu indirect que la stratégie et la tactique des « partis frères » dans le monde capitaliste occidental ont abouti à une impasse. Pourtant, les initiatives n'ont pas manqué pour faire sortir les « partis frères » de leur isolement et de leur opposition stérile, pour les rapprocher du pouvoir et peser davantage sur le destin politique de leurs pays. Rappelons les trois principales.

1. - La conquête pacifique du pouvoir. - Il y a déjà trente ans, lors du 20^e Congrès du PC soviétique, Khrouchtchev prescrivit une nouvelle tactique à l'adresse des « *partis frères de nombreux pays capitalistes hautement développés* ». Il décréta que « *la classe ouvrière (c'est-à-dire le Parti communiste)... était en mesure de conquérir une solide majorité au Parlement et de transformer cet organe de la démocratie bourgeoise en instrument de la véritable volonté populaire* ». Cette thèse « révisionniste » fut adoptée par la totalité des partis communistes occidentaux, mais la théorie ne fut nulle part suivie par la pratique. Dès la Conférence mondiale des partis communistes réunie à Moscou en 1960, le porte-parole du P.C. chinois exprima ses doutes et il demanda qu'on lui cite un seul pays dans lequel le P.C. pouvait accéder au pouvoir par cette voie. L. Longo répondit : l'Italie. Aujourd'hui, vingt-six ans plus tard, le P.C. italien est plus éloigné que jamais d'une participation au pouvoir. Un autre « parti frère » d'Europe, le P.C. portugais, tenta à son tour, en 1974-1975, d'engager un processus révolutionnaire et d'imposer « *le passage de la révolution nationale et démocratique* » à la révolution « *socialiste et prolétarienne* », mais sa tentative se solda par un échec total.

2. - L'Eurocommunisme. - Si, dans le cas précédent, l'initiative du tournant stratégique et tactique venait du Kremlin, Moscou ne fut pour rien dans l'apparition de l'eurocommunisme, tout le mérite en revient aux communistes occidentaux. L'année 1977 constitua le point culminant de l'eurocommunisme, avec deux événements spectaculaires : la rencontre à Madrid de Carrillo, Berlinguer et Marchais et la publication de l'ouvrage de

Carrillo « *L'Eurocommunisme et l'Etat* ». Une fois de plus, les espoirs, pas seulement nourris par les communistes, s'effondrèrent. Aujourd'hui, le terme même d'eurocommunisme a disparu du langage politique courant.

3. — Ministérialisme communiste. — Cette fois, l'objectif tactique était modeste : la participation à un gouvernement de coalition dans le cadre strict des institutions « bourgeoises ». En Islande, les communistes entrèrent au gouvernement pour la première fois dans la seconde moitié des années 50 et pour la seconde, au cours des années 70 ; en Finlande, ils devinrent ministres en 1966 et siégèrent ensuite dans sept gouvernements de coalition ; en France, ils participèrent à la coalition gouvernementale entre juin 1981 et l'été 1984. A Chypre, ils accordèrent pendant de nombreuses années le soutien sans participation au gouvernement, comme en Italie de l'été 1976 à janvier 1979. Partout, cette tactique s'est terminée par la rupture de l'alliance et le retour des communistes à l'isolement et à l'opposition : Islande, Finlande, Portugal, France, Chypre, Italie. Seule exception : le soutien sans participation que le PC suédois accorde toujours au gouvernement de Stockholm.

**

Aujourd'hui, dans le mouvement communiste d'Occident, au lieu du fameux « processus révolutionnaire », nous sommes témoins d'un triple processus, d'essence plutôt contre-révolutionnaire :

Le recul des forces communistes se produit sur tous les plans : effectifs, électorat, presse, organisations satellites, intellectuels, compagnons de route, etc. Le dernier chiffre en date qui a frappé l'attention concernait le P.C.F. : 9,79 % des suffrages exprimés aux élections du 16 mars. Il faut remonter à 1932 pour trouver le P.C.F. au-dessous de la barre des 10 %. Jusqu'en 1985, il ne restait en Europe que deux « partis frères » à avoir un électorat supérieur à 30 % des suffrages exprimés. Le premier, le PC italien (avec 33,3 % aux élections européennes de juin 1984) n'a pas réussi à franchir la barre des 30 % aux élections régionales et municipales de mai 1985 ; le second est le P.C. chypriote, qui est tombé de 32,8 % en 1981 à 27 % en 1985. Aujourd'hui, il existe en Europe occidentale près d'une dizaine de pays où le P.C. ne recueille pas plus d'1 % des suffrages exprimés, alors qu'à la fin de la Deuxième guerre mondiale, les « partis frères » siégeaient au gouvernement de dix pays européens.

Emancipation des « partis-frères ». Pendant les trente années du règne de Staline, le mouvement communiste international était soumis à sa domestication. Depuis la déstalinisation, c'est le processus inverse de l'émancipation par rapport à Moscou qui se déroule, en dépit de certaines lenteurs ou de quelques exceptions. Moscou a toujours préféré avoir affaire à un « parti frère » faible, mais obéissant, plutôt qu'à un « parti frère » fort, mais récalcitrant. Aujourd'hui, ces partis

minuscules aux ordres de Moscou sont nombreux en Europe : en Autriche, au Danemark, en Norvège, etc... Il arrive même qu'un « parti frère » faible se dresse contre Moscou ; ainsi, en juillet dernier, en Grande-Bretagne, Ken Gill, le chef de la fraction néo-stalinienne, a été exclu du Parti sans avoir pu être sauvé par l'intervention de Moscou.

Scission dans les « partis frères ». Aujourd'hui, il arrive que deux partis communistes coexistent dans plusieurs pays européens : Grèce, Suède, Espagne, Finlande. Fait plus grave encore et sans précédent dans l'histoire du communisme : Moscou se résigne à reconnaître cette scission et à devoir établir des contacts avec les deux partis ennemis. Ainsi, au récent congrès de Moscou, sur la liste des délégations étrangères officielles, figuraient deux partis communistes espagnols, deux partis suédois (et même deux partis de l'Inde).

Pour mesurer le degré de puissance ou d'impuissance de Moscou au sein du mouvement communiste international, le meilleur indice reste l'éternelle question de la convocation d'une conférence mondiale des « partis frères ». La dernière tentative en date remonte à décembre 1984, sous le règne éphémère de Tchernenko. Au cours d'une réunion tenue à Prague en présence de 91 « partis frères », le projet en fut relancé. Il resta une fois de plus lettre morte. Sous Gorbatchev, il n'est pas encore question de convoquer une telle conférence mondiale. Une conférence simplement pan-européenne reste aussi au point mort : il s'en est réuni une pour la dernière fois en 1976, en présence de Brejnev. A défaut de ces grandes conférences, restent les rencontres bilatérales, c'est-à-dire le séjour d'une délégation d'un « parti frère » à Moscou et les entretiens, selon son degré d'importance, soit avec l'équipe de la Section internationale, soit avec Gorbatchev lui-même. Ce fut le cas pour Alvaro Cunhal, reçu par Gorbatchev le 27 juillet ; pour Georges Marchais, reçu le 2 septembre ; et pour Alessandro Natta, reçu les 27 et 28 janvier 1986. Ce n'est que dans le communiqué commun Gorbatchev-Cunhal qu'on a trouvé les formules autrefois obligatoires pour tout le monde sur le marxisme-léninisme, sur l'internationalisme prolétarien et sur « *l'identité des vues sur toutes les questions débattues* ».

Contacts avec l'Internationale socialiste

Paradoxalement, au moment où le Kremlin doit faire face en Occident à un mouvement communiste de plus en plus faible et indocile, il peut se féliciter d'avoir noué de plus en plus de liens avec l'Internationale socialiste, autrefois la place forte de l'anti-communisme et de l'anti-soviétisme. Ce n'est pas un hasard — pour employer une formule chère aux communistes — si de nombreux propos et gestes du Kremlin témoignent de cette estime pour l'Internationale socialiste.

Les propos : au 26^e congrès du P.C.U.S., en février 1981, Brejnev, tout en s'en félicitant, a attribué « *une grande importance aux contacts avec*

la direction de l'Internationale socialiste ». Gorbatchev, dans une interview à la télévision française (30 septembre 1985), a parlé lui aussi d'excellentes relations et de contacts utiles avec ces cinq partis de l'Internationale socialiste : ceux d'Allemagne de l'Ouest, de Suède, de Finlande, du Japon et d'Autriche. Gorbatchev, dans son Rapport au 27^e congrès, a plaidé en faveur de « rapports avec la social-démocratie ».

Les gestes : devenu secrétaire général le 11 mars 1985, Gorbatchev a reçu le 22 mars une importante délégation de l'Internationale socialiste, le Conseil consultatif pour le désarmement. Second geste : avant de recevoir un seul des chefs des « partis frères », Gorbatchev avait d'abord rencontré, dès le 27 mai, Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste et du S.P.D. Troisième geste : jamais autant de délégations socialistes n'ont assisté à un congrès du P.C. soviétique qu'au dernier. Ce n'est un secret pour personne qu'au Japon, par exemple, Moscou cultive des relations plus cordiales avec le Parti socialiste qu'avec le Parti communiste. A l'occasion du récent congrès de Moscou, une autre illustration de cette situation paradoxale est apparue en Finlande : dès le début de janvier, le Parti social-démocrate avait reçu une invitation officielle à assister au 27^e congrès, alors que le P.C. finlandais n'avait encore rien reçu le 18 février, une semaine avant l'ouverture du congrès.

Dans deux régions du monde occidental, au surplus, Moscou a réussi à faire évoluer dans son sens l'Internationale socialiste ou certaines de ses sections. La première, c'est l'Amérique centrale. L'arme utilisée est typiquement communiste : le noyautage. Parmi les documents retrouvés après la libération de la Grenade, figurait un « Rapport sur la réunion du Comité régional secret tenu à Managua du 6 au 7 janvier 1983 ». Ce compte rendu constatait, à propos de l'Amérique centrale, que les forces progressistes gardaient le contrôle de la région : « Sur 14 partis membres de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sept étaient généralement progressistes et certains de tendance marxiste-léniniste ».

La seconde région, c'est l'Europe occidentale. L'arme utilisée ici est le pacifisme, fortement développé dans plusieurs partis socialistes, en particulier quand ils sont dans l'opposition. Dans la bataille menée d'abord contre la production de la bombe à neutrons, ensuite contre l'installation des fusées Pershing II, les socialistes de nombreux pays ont pris une part active. Actuellement, Moscou observe de près les principaux partis européens de l'Internationale socialiste, en prévision de deux événements : la campagne qui risque de se déclencher contre l'Initiative de Défense Stratégique

(IDS) d'une part, les élections législatives de 1987 en Allemagne et en Grande Bretagne de l'autre, qui offrent une chance aux socialistes.

Conformément à la priorité accordée depuis toujours par les communistes russes à l'Allemagne en Europe, cette fois encore l'interlocuteur privilégié vient de l'Allemagne fédérale. C'est pourquoi le communiqué du Politburo soviétique (*Pravda* du 31 mai 1985) qui préconise le développement des contacts avec l'Internationale socialiste, ajoute : « en particulier avec le S.P.D. ».

A l'instar du P.C. soviétique, les autres « partis frères », même les plus conservateurs et les plus anti-socialdémocrates, tels le P.C. français ou le P.C. portugais, cherchent l'unité d'action avec les socialistes. La France et le Portugal sont précisément deux pays d'Europe occidentale où l'élection du chef de l'Etat s'effectue au suffrage universel. Dans ces deux cas, les candidats socialistes, F. Mitterrand en 1981 et Mario Soarès en janvier dernier, ont été élus grâce à l'appoint décisif des voix communistes. Mais il existe une différence avec le passé : au temps du Front populaire dans les années trente et du Front national dans les années quarante, les communistes se renforçaient au détriment de leurs partenaires ; cette fois, la situation est inversée. En France, c'est F. Mitterrand qui a bénéficié de l'Union de la gauche, nullement le P.C.F. Au Portugal, Soarès a tiré avantage des voix communistes pour se faire élire, mais on ne voit pas ce que le P.C. portugais a gagné en contrepartie.

Dernier point : l'attitude de l'Internationale socialiste face à cette offensive de charme de Moscou. Sur cette question, l'Internationale socialiste paraît plutôt divisée, comme elle le fut déjà dans le passé. Mais les positions des partis socialistes européens sont aujourd'hui inversées.

Dans les années 30, c'étaient les socialistes germaniques et scandinaves qui s'opposaient à l'unité d'action avec les communistes, alors que les socialistes de l'Europe méridionale et latine pratiquaient l'alliance avec le P.C. : en France et en Espagne, ce fut le Front populaire au pouvoir et en Italie, l'alliance communiste-socialiste dans l'exil. Aujourd'hui, en revanche, ce sont les socialistes germaniques et scandinaves qui poussent au dialogue avec Moscou, alors que les partis socialistes de la plupart des pays latins sont classés par Moscou comme anti-communistes, et même anti-soviétiques. C'est le cas des partis socialistes portugais, espagnol, français et italien. Or, lors de la reconstitution de l'Internationale socialiste, en 1951, le Parti socialiste italien avait été d'emblée frappé d'interdit parce qu'il était pro-communiste. Depuis lors, il a parcouru un long chemin...

Branko LAZITCH

ESQUISSE D'UNE HISTOIRE DU PARTI UNIFIÉ DES COMMUNISTES HAÏTIENS

(suite et fin)

[Après deux tentatives infructueuses avant, puis au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les communistes de Haïti réussirent à constituer, en novembre 1959, un Parti de l'Entente Populaire de Haïti reconnu par Moscou comme parti communiste. En 1963, ce P.E.P.H. parvint à contracter une alliance avec une autre organisation qui se réclamait, elle aussi, du marxisme, le Parti Populaire de Libération Nationale (P.P.L.N.), fondé en 1954].

VERS LA GUÉRILLA

Cette alliance ne porta pas rapidement ses fruits. Les divergences subsistaient entre les deux partis, l'un voulant « *mettre l'accent sur la lutte anti-dictatoriale immédiate* » (N.R.I., juillet 1969) – c'était sans nul doute, bien que nos sources soient volontairement évasives, le Parti Populaire de Libération Nationale, devenu en 1966 le Parti d'Union des démocrates haïtiens, en créole *Parti Union Demokrat Ayissien, PUDA*) ; l'autre pensant nécessaire « *de lier les trois composantes de la lutte, à la fois anti-dictatoriale, anti-féodale et anti-impérialiste* » et de mettre en évidence son « *contenu de classe* » (id). C'était la position du Parti d'Entente Populaire, plus tard qualifié de « *sectaire* ». Elle aurait fait du Front syndical haïtien « *une organisation sans perspective* », et entraîné l'éclatement de l'U.N.E.H. clandestine (id). (1).

Toutefois, les deux partis subissaient parallèlement l'influence du castrisme et se ralliaient l'un et l'autre – comme à la même époque toute une partie du mouvement communiste en Amérique latine – à l'idée et à la pratique de la guérilla.

En mai 1967, « *au cours d'une séance plénière réunie clandestinement quelque part sur le territoire haïtien* » (N.R.I. 1968, n°2), le Comité central du Parti de l'Entente Populaire adoptait un document intitulé : « *Voies tactiques vers la nouvelle indépendance* ». L'année suivante, le Parti Populaire de Libération Nationale, devenu PUDA, publiait « *PUDA face à la conjoncture* » : les deux textes concluaient en définissant la « *voie armée* » comme voie de la révolution haïtienne, « *la forme d'application* » de cette voie armée étant « *la guérilla* » (1).

(1) Dans un document de décembre 1964, le Parti de l'Entente Populaire s'en prenait aux rédacteurs d'un texte intitulé : « *Problèmes du*

Les divergences se perpétuaient sous cette apparente unité de vue : « *L'un voyait l'accomplissement de la lutte dans cette voie armée en faisant surgir d'abord la guérilla et seulement après l'application d'autres formes de lutte violente, non permanente, en appui à la guérilla. L'autre, au contraire, jugeait qu'il s'agissait d'affirmer la présence politique du Parti parmi les masses, de gagner l'opinion publique à la cause des communistes par une propagande et une agitation actives, liées à toutes les revendications des masses travailleuses, des couches moyennes et des soldats, d'organiser la résistance armée des paysans contre l'arbitraire des « tontons macoutes », de démoralliser l'appareil des « tontons macoutes », de créer un climat général de rébellion dans la population, de s'assurer de son soutien avant de lancer tout mouvement armé de guérilla qui, autrement, serait voué à l'échec* » (NRI 1969, n° 7).

LES PROGRÈS DU P.E.P.

Nos sources, qui sont d'inspiration soviétique, mettent en lumière l'efficacité de l'action menée par le Parti de l'Entente populaire pour préparer les masses à la guerre révolutionnaire, notamment la création, dans les campagnes, de *ligues (clandestines) paysannes pour la réforme agraire* », avec formation dans leur sein de groupe entraînés militairement, « *les marrons de la nouvelle indépendance* » (2) qui résistaient aux « *tontons macoutes* » et protégeaient les « *meetings éclairs* » des communistes et des ligues ; dans les villes, des unités de résistance paramilitaire dans

mouvement communiste haïtien », rédacteurs qui, « *malgré leur profession de foi révolutionnaire, malgré l'utilisation des citations de Marx et même de Lénine, ... malgré leur appartenance à un Parti (le Parti Populaire de l'Indépendance Nationale) qui se réclame de la classe ouvrière et du marxisme* », en venaient à adopter « *une position droitrière vis à vis de l'impérialisme ennemi n° 1 des peuples* », à parler des « *bienfaits de l'impérialisme* », et à déclarer « *avec un cynisme éclatant : Peut-on dès lors développer artificiellement chez les masses un sentiment anti-américain bien virulent ? Ne risque-t-on pas au contraire, en ressassant à tout bout de champ des sentiments anti-américains, de passer pour des gens de mauvaise foi ?* » (Bulletin d'information, 1965, n°7).

L'allusion à Mao fournit une piste pour la recherche. Il semble que ce soient les auteurs de ce document, membres du PPLN qui, en 1966, quittèrent cette organisation pour fonder un éphémère Parti des travailleurs haïtiens, d'inspiration maoïste.

(2) C'est pour se rattacher à une tradition nationale que les communistes reprenaient ces termes : « *marron* », « *marronage* ». On appelait « *marrons* » les esclaves qui s'enfuyaient dans la montagne pour y vivre en liberté :

« *Cette tactique de « marronage », ... notre Parti l'a puisée aux sources des glorieuses traditions de lutte populaire de notre peuple... Longtemps, sous le régime esclavagiste, les nègres qui refusaient d'être esclaves se réfugiaient dans les montagnes. Ils formaient des groupes de « nègres marrons » qui descendaient la nuit harceler les établissements d'esclaves et semer des ferments de révolte. Ces actions préparèrent la*

les quartiers et les usines. En même temps, le parti lançait des mots d'ordre revendicatifs réalistes, propres à susciter les manifestations populaires. Son journal (non officiel) « *Voix du peuple* » — bi-mensuel, paraissant depuis 1965 — était devenu, par le tirage, le deuxième du pays.

LA FUSION DES DEUX PARTIS

C'est fort de l'audience qui lui avait valu cette action que le Parti de l'Entente Populaire proposa au PUDA une discussion sur tous leurs points de divergence en vue de préparer l'unification.

Les négociations engagées en juillet 1968 aboutirent à la signature, en janvier 1969, d'une « *Charte de l'unité organique entre le Parti de l'Entente Populaire et le Parti Uni des démocrates haïtiens* ». Le 12 février 1969, le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) était fondé.

Ses statuts déclaraient, dans le plus pur style léniniste (bien que toute allusion au socialisme scientifique eût été écartée) :

« Le Parti unifié des communistes haïtiens est l'avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière qui se bat sous la bannière de l'idéologie marxiste-léniniste. S'appuyant sur les principes léninistes d'organisation, le Parti dirigera la lutte de la classe prolétarienne pour la réalisation de la révolution haïtienne, pour la prise du pouvoir et l'édification du socialisme » (cité d'après *N.R.I.* 1975, n° 7).

Organisé selon le principe du centralisme démocratique, le Parti était dirigé entre les congrès par un Comité central, ayant à sa tête un Bureau politique.

Son secrétaire général était Joseph Ronet. (Il devait être arrêté peu après. Le 16 juin 1969, la troisième conférence mondiale des Partis communistes et ouvriers exigeait sa liberté, *N.R.I.* 1969, n° 7). Son organe officiel était doté d'un titre créole : « *Boucan* » (*N.R.I.* 1970 n° 12) (3).

Les deux partis avaient résolu ainsi leurs divergences.

Le problème de la priorité à donner soit à la lutte contre la dictature, soit à la lutte anti-féodale et anti-impérialiste « *a été résolu en faisant appel au contenu de classe de la lutte révolutionnaire et à la dialectique marxiste : nous lutterons contre la dictature parce qu'elle est réactionnaire, anti-populaire, pro-féodale et pro-impérialiste* ».

formidable insurrection qui donna naissance, en 1804, à la nation haïtienne. Pendant tout le cours de l'histoire nationale, des « *négres marrons* » sont entrés en scène de façon violente pour exprimer leur mécontentement. Et au lendemain de l'occupation yankee de Haïti, la forme la plus efficace de lutte contre l'envahisseur fut le mouvement des « *négres marrons* » qui culmina en une puissante guerre de guérilla conduite par Charlemagne Peralte et ses cinq mille « *cacos* » (Guillaume Saintigène, *N.R.I.*, 1962, n° 2).

(3) Malgré les apparences, *boucan* en créole signifie brasier, d'un mot d'origine indienne qui veut dire viande séchée, puis feu sur lequel on la fait sécher.

Pour ce qui est de la « *voie armée* », on admettait « *l'opportunité des actions armées non-permanentes avant le déclenchement de la guerre révolutionnaire décisive et en vue de la préparation matérielle de la guerre et de la préparation psychologique des masses à la violence révolutionnaire contre la dictature* ».

Enfin, l'expérience aidant, on reconnaissait désormais « *la nécessité de travailler au sein même des syndicats légaux* », en même temps que le Parti continuerait à organiser militairement des « *Comités d'ouvriers révolutionnaires* » capables d'aider les ouvriers d'usine à résister aux assauts de la police (*N.R.I.* 1969, n° 7).

Duvalier riposta à la création du PUCH en faisant voter, le 28 avril 1969, une loi proclamant crime contre la sécurité de l'Etat

« toute profession de foi communiste, verbale ou écrite, publique ou privée, toute propagation des doctrines communiste ou anarchiste, par conférences, discours, conversations, lectures, réunions publiques ou privées, tracts, affiches, journaux, revues, livres et images ; toute correspondance avec des associations, locales ou étrangères ou bien des personnes qui se dédient à la diffusion des idées communistes ou anarchistes, de même que le fait de recevoir, collecter ou fournir des fonds directement destinés à la propagande desdites idées » (cité d'après *N.R.I.* 1970, n° 12).

Bien entendu, les communistes ne s'inclinèrent pas devant cette décision : ils décidèrent de poursuivre leur action dans une illégalité en quelque sorte renforcée.

PREMIER CONGRÈS

La clandestinité ne constitue pas une situation propice au développement. Aussi, les effectifs du nouveau parti, son organisation, ses activités se trouvèrent réduits de telle sorte que ce fut seulement dix ans plus tard, à la fin de 1978, qu'il put tenir (on ne sait où, il n'est même pas sûr que ce fût sur le territoire national) son premier Congrès. Sauf erreur, à ce jour, il n'en a pas encore tenu d'autre. Ce premier congrès adopta les statuts du Parti, son programme, procéda à l'élection d'un comité central. C'est alors que René Théodore fut désigné comme secrétaire général, fonction qu'il exerce encore (4).

(4) Le seul compte rendu (plus que sommaire) que nous ayons de ce Congrès (*B.I.*, 3-1979) indique que « *Jacques Dorcilles a été élu secrétaire général du PUCH* ». Mais *Temps Nouveaux* (36-1981) donne le nom de René Théodore, et, dès décembre 1979, on trouve des documents officiels signés R. Théodore, secrétaire général du PUCH. Ou bien J. Dorcilles n'a été que quelques mois secrétaire général, ou bien ce serait-là un nom de guerre pris par René Théodore pour les besoins de la clandestinité. Toutefois, un Jacques Dorcilles, membre du CC du PUCH signait un article dans *NRI* - n° 12-1970). L'article de *Temps Nouveaux* nous apprend que Théodore était devenu communiste en lisant *La Mère* de Gorki : « *Le jeune Haïtien fut bouleversé par l'histoire de la vie et de la lutte de l'ouvrier russe* ».

La déclaration finale adoptée par ce Congrès (B.I. 3-1979) met en relief les deux préoccupations majeures du PUCH.

D'abord, *le retour du parti à la légalité*. Trois des six « exigences » qui y sont formulées concernent ce retour : abrogation de la loi « *anti-communiste et terroriste* » du 28 avril 1969, libération des prisonniers politiques et amnistie générale incluant le retour des exilés politiques, droit à la libre organisation des partis politiques : on voit que les communistes haïtiens n'avaient aucune envie de « profiter » plus longtemps des préendus avantages de la clandestinité.

L'IMPÉRIALISME : ENNEMI PRINCIPAL

Seconde préoccupation : faire comprendre aux Haïtiens qu'en dépit des apparences, l'ennemi numéro un c'était l'impérialisme, autrement dit les Etats-Unis. La déclaration finale du premier Congrès mettait en tête de ses six exigences « *qu'il soit mis fin au pillage impérialiste des richesses du pays* », l'abolition du système présidentiel à vie ne venant qu'en troisième position. Analysant la conjoncture dans le monde et dans l'île, le Congrès avait constaté

« que toutes les luttes populaires à l'échelle du monde constituent des mises en cause de la domination de l'impérialisme. Cet impérialisme est au même titre l'exploiteur du peuple travailleur de Haïti et *le principal soutien* du régime d'oppression insupportable que constitue le gouvernement des Duvalier ».

« *Principal soutien* » : l'expression, bien connue, a, dans la langue de bois, un sens très précis : elle signifie que le gros de la lutte doit porter contre ce soutien principal, quitte même à ménager momentanément ceux qui, sans lui, ne pourraient se soutenir.

PAS D'AIDE AMÉRICAINE POUR LA LIBÉRATION

Pour parler clairement, les communistes haïtiens redoutaient d'être en quelque sorte devancés et supplantés par un mouvement d'opposition qui aurait reçu l'appui des Etats-Unis. La révolution soit, mais pas avec l'aide des Américains, c'est-à-dire à leur profit.

Dix ans plus tôt, Guillaume Saintigene, dans la *Nouvelle Revue Internationale* de février 1968, s'en était déjà pris à l'espoir nourri par « *le gros de la population des villes* » qui pensait que le salut lui viendrait des Etats-Unis ; sinon du gouvernement américain, du moins « *des politiciens en exil* » aux Etats-Unis :

« Cette attente est alimentée par les agents de la CIA opérant au sein de l'opposition traditionnelle vivant aux Etats-Unis. Une station de radio, la *New York Worldwide*, dans des émissions quotidiennes, s'efforce de mainte-

nir le peuple dans l'attente d'un sauveur, de le confondre en lui disant que Duvalier est communiste, que Washington ou l'UEA vont renverser Duvalier ».

Si, en 1963, les communistes du Parti de l'Entente populaire avaient décidé de mettre en place dans tout le pays, mais notamment « *à la campagne comme principal théâtre d'opération* », un dispositif militaire capable de soutenir une lutte armée, c'était, bien entendu, pour renverser François Duvalier si l'occasion s'en présentait, mais c'était aussi – on peut même écrire : c'était surtout – pour risquer « *aux manœuvres déjà en cours de l'impérialisme et de ses laquais de l'opposition traditionnelle* ».

« Voulant frustrer à tout prix l'authentique lutte du peuple, l'impérialisme américain et les politiciens haïtiens à sa solde mettent tout en œuvre pour assurer, après Duvalier, la continuité du régime d'oppression. Dans cette optique, la CIA et divers groupuscules d'Haïtiens aux Etats-Unis cuisinent toutes sortes de machinations (coup d'Etat, invasions armées, assassinats) devant être déclenchées au moment opportun.

« Pour ne pas être pris au dépourvu, notre parti doit mettre en place un mécanisme de contre-offensive populaire à la fois politique et militaire... Nous devons... avoir nos plans établis pour faire face même à un débarquement de la marine de guerre des Etats-Unis » (Guillaume Saintigene, *NRI* 1968, n° 2).

Dix ans après, la préoccupation majeure des communistes haïtiens était toujours la même : elle devait le demeurer jusqu'à la révolution de février 1986, et au-delà (5).

En dépit de ces déclarations, il y eut des moments où les communistes haïtiens semblent avoir

(5) Insistons, au risque de multiplier à l'excès les citations, sur cette peur qu'avaient les communistes haïtiens de voir les Etats-Unis faire figure de sauveurs aux yeux de la population haïtienne. En avril 1963, la « *Nouvelle Revue Internationale* » publiait une « *Lettre de Port-au-Prince* », dont nous détachons ces lignes :

« Après que le président se fût « réélu » pour six ans (en 1961), les Etats-Unis commencèrent à exprimer, principalement dans la presse, leur « mécontentement » de la politique de Duvalier, qui disposait à sa guise, non seulement de la vie humaine, mais encore de la propriété privée (il s'agit ici de « dons » divers prélevés de force auprès de certains entrepreneurs pour la réalisation des nombreux projets de Duvalier), ce qui, du point de vue nord-américain, est bien plus grave et gêne « le cours normal des affaires ». Les Etats-Unis prirent à l'égard du gouvernement Duvalier une série de sanctions économiques dans le but de l'obliger, ont-ils déclaré, à une certaine « libéralisation » de son régime. « Le Parti d'Entente populaire de Haïti a entrepris de démasquer résolument cette politique nord-américaine qu'il a caractérisée de « politique de double-jeu ». Le Parti explique au peuple que ce sont les Etats-Unis qui arment et instruisent l'armée et la police de Duvalier, lequel n'a d'ailleurs d'autre appui que Washington (...).

« Mais les aumônes américaines » (aumônes ? 13 millions de dollars en 1961, alors que la même année, les impôts n'avaient fourni que 22 millions E. & O.) *n'étaient nullement destinées à améliorer la condition du peuple* ». Elles n'avaient pas d'autre but que de renforcer « *le régime terroriste* ».

« Le Parti a montré au peuple que les « divergences » entre le gouvernement Duvalier et les Etats-Unis ne sont pas autre chose qu'une joute verbale, car rien, en fait, n'oppose l'impérialisme américain et le régime dictatorial de Haïti. De récents événements ont pleinement confirmé ce fait. Duvalier, qui s'était prononcé en paroles pour l'autodétermination des peuples, a pleinement soutenu l'impérialisme américain dans ses tentatives d'étouffer la révolution cubaine ».

Allusion à l'affaire des fusées soviétiques à Cuba, six mois plus tôt.

été tout près d'offrir leur appui à F. Duvalier contre les Américains, ou les Dominicains, ou les deux à la fois.

LA PEUR DE LA LIBÉRALISATION

L'arrivée de Jean-Claude Duvalier au pouvoir, ses tentatives sincères sans doute, mais assurément velléitaires de modifier la situation, inquiétèrent les communistes haïtiens.

Premier danger, le redressement ou la stabilité économique dus à l'aide extérieure, surtout bien sûr celle des Etats-Unis :

« Après la mort de François Duvalier, l'impérialisme américain, dans un souci de légitimer le régime héréditaire de Duvalier, a amorcé un mouvement d'investissements dans notre économie. Grâce à ce mouvement, on a pu assister à une certaine reprise de l'activité économique gravement compromise durant le règne de Duvalier-père. Ceci a permis un certain essor de l'économie et a constitué ainsi la base de ce que le bâtard de la papadocratie appelait sa « révolution économique » (*NRI*, n° 4-1979).

(Allusion à la déclaration de J.C. Duvalier lors de son accession au pouvoir en 1971 : « *Mon père a fait la révolution politique. Je ferai la révolution économique* »).

Ce redressement économique, la crise allait le compromettre, « *certaines Etats qui, auparavant, avaient généreusement financé le régime Duvalier, cessant leur aide* », soit pour des raisons d'austérité dans leur propre pays, soit, comme le PUCH le prétendait dans un appel de septembre 1982, parce qu'ils avaient « *compris que leur argent allait dans les coffres-forts des maîtres du Palais National, des chefs militaires et de la grande bourgeoisie* » (*BI*, 1-1983).

Deuxième danger pour l'action communiste en Haïti : les velléités de libéralisation politique. En particulier, le 22 septembre 1979, le président de la République s'engagea à respecter la constitution du pays, à proclamer une amnistie générale et à démocratiser la vie publique. Une commission pour la Promotion des Droits humains serait créée (elle le fut en effet) dans le cadre du Ministère des Affaires étrangères. J.C. Duvalier avait conclu son discours en assurant qu'il désirait se présenter « *devant l'histoire comme celui qui a fait triompher de manière irréversible la démocratie en Haïti* ».

Trois mois plus tard, dans une lettre ouverte du 20 décembre 1979 adressée « *aux citoyens conscients* », René Théodore dénonçait « *le caractère limité de la pseudo-démocratisation préconisée par le gouvernement* ». En effet, la loi du 29 avril 1969 n'était pas abrogée et l'on invoquait toujours contre le PUCH « *le prétexte des « infiltrations communistes* », le mot infiltration insinuant que le communisme vient de l'extérieur,

alors que « *c'est la vie publique du pays qui a donné naissance au mouvement communiste et que c'est dans les limites du territoire national qu'il se développe en tant qu'entité politique* » (*BI*, 8-1980).

Affirmation qui, outre la solidarité toujours affichée du PUCH à l'égard du mouvement communiste international, faisait bon marché des activités « organisationnelles » menées par les communistes haïtiens au Canada, au Mexique et en France (*NRI*, n° 7, 1975) (6).

CONCURRENTS

Troisième danger : l'apparition de forces politiques d'opposition organisées, alors que, jusqu'à présent, le PUCH, même réduit à la clandestinité, était le seul à disposer d'une organisation véritable.

Bien entendu, l'apparition de ces organisations démocratiques n'aurait pas eu lieu, selon René Théodore, sans l'appui des Américains :

« Tout en soutenant la dictature de Duvalier..., les Etats-Unis font des avances à l'opposition haïtienne pour tenter de la mettre sous leur contrôle. Ils ont contribué à fonder... des dizaines de sectes religieuses qui ont donné naissance à deux partis chrétiens-démocrates. Au su des Etats-Unis, a été fondée dans le pays une Ligue haïtienne des Droits de l'Homme.

« Dans la pensée des Américains, l'apparition de ces organisations que nous appelons « législatives » devait d'une part donner l'apparence de l'existence à Haïti de l'ordre démocratique et, de l'autre, limiter l'influence des communistes dans le mouvement antidictatorial » (*BI*, 12-1980).

Que ces opposants fussent sincères dans leur opposition au régime (qu'ils aient ou non cherché l'appui des Américains), la preuve en est dans la répression qui ne tarda pas à s'abattre sur eux, on le verra plus loin. Et il est tout aussi facile de présumer et d'admettre que c'est dans l'intérêt véritable du pays et de sa démocratisation qu'ils ont cherché à écarter les communistes, sachant bien que la pensée qu'on pourrait passer du despotisme de Duvalier à celui des communistes n'enchantait personne. La crainte du communisme fournissait ainsi un appui indirect au régime.

Or, de toute évidence, la concurrence de ces nouveaux partis risquait de nuire au PUCH. Depuis de longues années, bien avant l'arrivée au pouvoir du Docteur Duvalier en 1956-1957, « *il*

(6) En 1982, J.C. Duvalier reprit cette « *manœuvre des plus pernicieuses* » : le 22 avril, il annonçait, dans un discours au Parlement, « *qu'une Commission nationale des Droits de l'Homme allait être créée, en même temps qu'il invitait les exilés à rentrer au pays, « à moins que leur véritable position doctrinale soit profondément incompatible avec les principes idéologiques de la civilisation occidentale chrétienne* ». Ce qui visait les communistes (Déclaration du PUCH, 5 mai 1982, *bi*, n° 14).

n'y avait pas d'autres forces politiques organisées que celle des communistes » :

« Il n'existait que des groupes de politiciens jouissant d'une certaine influence, surtout dans les régions rurales, qui soutenaient pendant les élections tel ou tel candidat à la présidence. Si ce candidat remportait les élections, ils obtenaient des postes dans le nouveau gouvernement, augmentaient leurs revenus et ne voulaient plus rien. Aussi, lorsque Duvalier a accédé au pouvoir, n'ont-ils rien pu opposer à la terreur qu'il a déclenchée » (BI, 12-1980).

Seul, le Parti communiste avait su se réorganiser et survivre. Longtemps donc, il avait eu toutes les chances de « coiffer » un mouvement populaire de révolte s'il venait à s'en produire un. Or, au moment où « les grandes masses des Haïtiens qui, au début et au milieu des années 70, avaient très peu participé à la vie politique du pays » (preuve indirecte de l'amélioration qui suivit l'avènement de J.C. Duvalier. E.O.) y prenaient à nouveau « une part active en formulant des revendications démocratiques » (BI, 12-1980), voilà qu'apparaissaient des organisations capables de prendre la tête du « mouvement des masses ».

VERS LE FRONT UNI

Heureusement pour les communistes, ces velléités de libéralisation ne durèrent pas.

Que ce fût du fait de la crise économique provoquée par la raréfaction des aides étrangères, ou des querelles de clans qu'entraîna le mariage de J.C. Duvalier, qui, rompant avec la politique de « négritude » de son père, épousa une mulâtresse, réveillant ainsi un conflit qui demeure une constante de la vie haïtienne, ou encore du fait des imprudences auxquelles se laissèrent aller les organisations nouvellement constituées, l'agitation prit des proportions qui inquiétèrent les dirigeants et, le 28 novembre 1980, déferla la plus forte vague d'arrestations qu'on eût connue depuis 1971.

Les principales victimes furent les libéraux et les démocrates-chrétiens, du témoignage de René Théodore lui-même :

« Le premier coup a été porté par l'arrestation de Sylvio Claude, fondateur de l'un des partis chrétiens-démocrates (7)... Ensuite a eu lieu une attaque de la police politique contre la participation à la conférence organisée par la Ligue des Droits de l'Homme... L'autre parti chrétien-démocrate a pu éviter la répression parce que ses dirigeants occupent une position franchement conciliatrice à l'égard de la dictature, dont témoignent leurs déclarations sur la nécessité de respecter la constitution en vi-

gueur. Cependant, après que ce parti ait tenté d'établir des contacts avec la démocratie chrétienne internationale, la dictature a interdit toute réunion de ses organismes dirigeants, en menaçant de les réprimer » (BI, 12-1980).

Cette répression permit aux communistes haïtiens d'envisager une politique d'unité d'action. « Sans faire aucune concession idéologique à ces organisations « légalistes », nous n'excluons pas la possibilité de coopérer avec elles », écrivait René Théodore, qui alla même jusqu'à suggérer que « l'unité de toutes les forces d'opposition » qu'il proposait pourrait s'étendre aux membres du gouvernement haïtien actuel qui s'opposent à ce que J.C. Duvalier soit président à vie, même s'ils le font à partir des positions du « duvaliérisme pur » (BI, 12-1980).

Aujourd'hui, le PUCH dénonce ceux qui font du « duvaliérisme » sans Duvalier : il y a six ans, il était prêt à s'entendre avec eux.

Tournant ? Non. C'est la situation, non les communistes, qui a changé.

Le PUCH, faisant pour la première fois passer la lutte contre la dictature avant la lutte contre l'impérialisme, s'employa donc à mettre sur pied « un large front antidictatorial », à qui il comptait bien imposer sa loi. Il prit part – peut-être en fut-il l'organisateur – en 1981, à une « Conférence de solidarité avec la lutte du peuple haïtien », qui réunit à Panama les représentants d'organisations haïtiennes et où des accords furent conclus. Après la tentative de débarquement dans l'île de la Tortue, le 10 janvier 1982, d'un groupe d'exilés appartenant au Parti populaire national haïtien, fondé en exil, le secrétariat du PUCH fit savoir que les communistes haïtiens suivaient « ces événements avec une attention particulière » et qu'ils étaient « prêts à soutenir toute action contre la dictature de Duvalier » (BI, 11-1982).

En fait, le PUCH se trouvait isolé et les rares documents émanant de lui durant cette période traduisent une grande certitude (8).

Au fond, les dirigeants du PUCH semblent avoir été pris de court par les événements de janvier et février 1986, dans lesquels ils n'ont pris pratiquement aucune part.

Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne soient pas en mesure de tirer maints profits de la situation créée par le renversement de Duvalier.

Mais ceci est une autre histoire.

Claude HARMEL

(7) Sylvio Claude et 21 membres du Parti démocrate-chrétien furent condamnés à 15 ans de réclusion le 26 août 1981 (peine ramenée à 6 ans en cassation le 28 août 1982), puis graciés le 22 septembre 1982.

(8) Le 12 novembre 1982, un secrétaire du PUCH, Rock Derose (agissant sous le nom de Jean-Jérôme) était arrêté à Haïti, où il « menait campagne parmi les Haïtiens afin de leur faire comprendre l'importance et le sens de la Conférence continentale élargie de solidarité avec le peuple haïtien », qui s'était tenue deux mois plus tôt – le document ne nous dit pas où et nous n'en savons rien de plus (BI, 20-85). Après cette nouvelle vague de répression qui le visait plus particulièrement, le PUCH semble être entré dans une période de moindre activité. Pas un document émanant de lui n'a été publié dans le *Bulletin d'information* de Prague portant la date de 1983 et 1984. Et les deux documents datés de 1985 sont insignifiants. On dirait qu'alors le PUCH n'eût rien fait qui méritât d'être signalé.

TCHERNOBYL :

1 - LES VERTS ET LES ROUGES

Qualifié de « désastre » par l'ambassadeur d'URSS à Washington, qui aurait repris un mot prononcé par M. Gorbatchev lui-même, l'accident de la centrale de Tchernobyl est le plus grave jamais enregistré dans le domaine du nucléaire. Il s'est produit, d'après les Soviétiques, le 26 avril 1986, à 1 h 23.

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE SOVIÉTIQUE

L'Union Soviétique est une très ancienne puissance nucléaire civile. Son premier réacteur a été couplé au réseau en juin 1954 (Obninsk I). Il était déjà du type de Tchernobyl. Fin 1984, la puissance électrique installée était d'environ 25 000 MWe, dont 13 700 MWe (soit plus de la moitié) du type de celle de Tchernobyl.

Ce parc fait de l'URSS la troisième puissance nucléaire civile du monde derrière les Etats-Unis et la France (celle-ci dispose aujourd'hui d'environ (1) 40 000 MWe).

Dès la fin des années soixante-dix, les dirigeants soviétiques avaient comme but de ne plus construire, dans la partie européenne de leur pays, que des centrales hydrauliques et nucléaires, à l'exclusion de centrales à combustible fossile. Le programme nucléaire soviétique a pris du retard, ce qui a motivé récemment le limogeage de responsables

On peut estimer que le nucléaire civil fournissait (environ) 15 % de l'électricité soviétique. L'information indiquant que le Kremlin aurait donné l'ordre d'arrêter toutes les centrales du type Tchernobyl est vraisemblable pour deux raisons : nous sommes au printemps et ces réacteurs ne fournissent que 8 % de l'électricité totale.

Le programme nucléaire soviétique comprend (à l'exclusion de surgénérateurs) deux types de centrales :

- les centrales VVER, du même type que celles qui sont construites en Occident et connues ici sous le sigle PWR (sigle en anglais de « réacteur à eau pressurisée »). Les Soviétiques exportent ces réacteurs chez leurs satellites et en Finlande.

- les centrales RBMK (sigle en russe de l'expression « réacteur de grande puissance bouillonnant »).

Tchernobyl est de ce dernier type, complètement original et auquel aucune centrale nucléaire occidentale ne ressemble vraiment.

(1) Imprécision due au fait que les Français mettent en route, ces temps-ci, un réacteur (souvent de 1 300 MWe) presque tous les deux mois.

L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

Rappelons que la fission nucléaire est un phénomène où des atomes lourds se cassent en deux ou en trois atomes plus petits en émettant des rayonnements (donc associés à des particules) et de la chaleur. Il est nécessaire de modérer cette réaction. Les Soviétiques se servent pour cela du graphite qui, comme le charbon, est une forme de carbone. Les PWR utilisent de l'eau. Les premiers réacteurs français utilisaient du graphite.

Le problème primordial des centrales nucléaires est d'évacuer la chaleur du cœur et d'en faire de l'électricité. L'essentiel de la sûreté nucléaire tourne autour de cette exigence : éviter que ne s'interrompe l'évacuation de la chaleur du cœur du réacteur.

Le refroidissement du cœur, à Tchernobyl, était assuré par de l'eau circulant à travers 1 700 canaux. Les Soviétiques estimaient : « *Un accident grave par perte du réfrigérant est pratiquement impossible* » (2). C'est pourtant ce qui est arrivé. Certes, il est invraisemblable que les 1 700 canaux s'obstruent tous en même temps. Cependant, il faut bien que les canaux viennent de « quelque part » et qu'ils se rejoignent « quelque part » pour conduire la vapeur aux turbines. C'est à un endroit quelconque de ces « quelque part » qu'il y a eu le « pépin ».

Normalement il existe des circuits de secours. Ils n'ont pas fonctionné. L'explication la plus vraisemblable (jusqu'à plus amples informations) est la perte généralisée des alimentations électriques due à des causes inconnues de nous (3).

Les pompes s'arrêtant, la chaleur est restée dans le cœur, produisant un échauffement considérable et tout d'abord une vaporisation de l'eau dans les canaux cités plus haut. Le contact à haute température du zirconium et de la vapeur d'eau a produit de l'hydrogène, tandis que l'oxygène attaquant le graphite a dégagé de l'oxyde de carbone.

Le cœur du réacteur a été disloqué par la pression combinée de l'hydrogène et de l'oxyde de carbone. Ces deux gaz ont explosé dans l'air et détruit le toit et la partie supérieure du bâtiment.

Il y a eu fusion d'une partie du combustible. Le mélange d'acier et de combustible fondus s'ap-

(2) B.A. Semenev - AIEA Bulletin - vol. 25, n° 2 juin 1983 : « *L'énergie nucléaire en URSS* ».

(3) Hypothèse des spécialistes de l'EPRI, organisme créé par les compagnies américaines d'électricité.

pelle, en langage de spécialiste, du « corium ». Ce produit peu sympathique attaque l'acier, et même le béton. Nous savons, depuis un an, que le corium avait entamé la cuve du réacteur à Three Miles Island.

Lorsqu'on arrête brusquement un réacteur nucléaire, il reste (ce sont des ordres de grandeur) : 1 % de la puissance au bout d'heure et 1 ‰ au bout de trois semaines qui continue à se dégager. Cela fait beaucoup de chaleur qui, compte tenu du bore, du béton, du sable et des gravats divers jetés sur le réacteur à partir d'hélicoptères, a eu du mal à s'évacuer. Ce qui explique que durant une quinzaine de jours après l'accident, le graphite continuait à brûler et le corium à s'activer en descendant vers le sol. C'est certainement sur le comportement du graphite et du corium (certaines informations sont classifiées) que les Soviétiques ont demandé des renseignements aux Occidentaux.

Les Soviétiques semblent être parvenus à faire fonctionner un circuit de refroidissement improvisé en creusant sous le réacteur. Le corium a dû inquiéter les responsables durant deux ou trois semaines.

L'ensemble donne une grande impression de cafouillage. Les autorités locales ont sous-estimé l'importance de l'événement. Certains épisodes sont effrayants. L'incendie menaçant de s'étendre à un autre réacteur, il a fallu faire intervenir des pompiers à quelques dizaines de mètres du brasier, dans une zone fortement radioactive. L'Union Soviétique y a gagné quelques héros à titre posthume dont on voudrait être sûr qu'ils étaient volontaires. Quant au récit des médias soviétiques relatant l'aventure édifiante des deux hommes grenouilles plongeant dans la mare d'eau primaire radioactive pour ouvrir une vanne, s'il est vrai, il relève du Grand Guignol.

Voilà ce qui arrive lorsqu'on place un réacteur de 1000 MWe dans un bâtiment ayant l'apparence et la solidité d'un hangar agricole.

Aujourd'hui, les Soviétiques bétonnent l'ensemble, ce qui ne doit guère être aisé en zone fortement radioactive. Les ouvriers ne peuvent rester sur place que des temps strictement limités en heures ou même en minutes.

SÛRETÉ ET INFORMATION NUCLÉAIRE EN URSS

Les Soviétiques n'ont pas la même conception que nous de la sûreté nucléaire. Sauf quelques unités très anciennes, tous les réacteurs occidentaux sont entourés d'une enceinte en béton, qui pour les dernières centrales françaises est même double.

L'étanchéité de cette enceinte est vérifiée. En France, comme ailleurs, cette étanchéité est une condition *sine qua non* de la mise en route de l'installation. L'existence de cette enceinte à Three Miles Island a évité tout dégagement radioactif significatif.

Les premiers réacteurs RBMK soviétiques devaient être construits à vingt kilomètres de toute habitation. Cela fut vite oublié !

En Occident, nous avons développé, depuis une vingtaine d'années, des procédures d'Assurance de la Qualité de nos matériels et de nos façons de travailler. Ces comportements, surprenants pour le profane, donnent à nos processus de fabrication des aspects juridiques et tâillons. Néanmoins, nous sommes persuadés, malgré le risque d'accidents inévitables, d'avoir divisé la probabilité d'erreurs par un facteur important. Les Soviétiques n'ont pas jugé nécessaire de nous suivre dans ce domaine.

On lit dans un rapport soviétique : « Une des considérations essentielles qui nous a guidés » pour la réalisation de la « centrale électronucléaire de Léninegrad » (identique à celle de Tchernobyl) « était d'éviter que la centrale ne soit arrêtée sans qu'il y ait nécessité impérieuse de le faire, et a fortiori dans le cas d'une fausse alarme... Ceci est réalisé grâce... à l'abandon du système ramifié des tubes d'eau sous pression pour le contrôle généralisé des canaux et au fait d'avoir simplifié au maximum la protection de l'équipement qui provoque l'arrêt de la tranche (d'ailleurs la protection n'est mise en œuvre que lorsque le signal provient d'au moins deux des trois canaux de mesures) » (4).

Dans notre Occident que l'URSS accuse d'être pourri par la recherche du profit, nous acceptons que la quasi-totalité des arrêts d'urgence de nos réacteurs puisse être causée, soit par de fausses alarmes, soit par des problèmes de faible gravité. Ceci pour ne pas risquer de manquer la vraie alarme.

La vie humaine serait-elle moins chère en URSS ?

Quant à l'information, tous les Occidentaux ont pu la juger.

CONSÉQUENCES DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

En Occident, les avis des experts de l'O.M.S., de l'O.C.D.E. et du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants français sont convergents : les conséquences sanitaires de Tchernobyl seront, dans nos pays, insignifiantes.

Il est possible que le bilan officiel soviétique soit exact si l'accident a eu lieu en pleine nuit. Deux autres réacteurs étant en construction, plusieurs milliers d'ouvriers travaillaient sur le chantier pendant la journée. Le bilan aurait pu être, dans ce cas, très largement supérieur.

Compte-tenu des études faites en Occident et à moins que certains faits nous aient été dissimulés, les récoltes et le bétail contaminés en URSS, même en Ukraine, et devenus impropres à la consommation humaine, ne devraient représenter qu'une fraction négligeable du total. Autrement

(4) *Problèmes actuels des Sciences et Techniques Nucléaires en URSS*. (Pétrossiants). Edition du CEA.

dit, aucun effet perceptible sur les achats de nourritures soviétiques à l'extérieur n'apparaîtra.

En revanche, si le corium avait traversé acier et béton, l'eau se serait polluée progressivement sur des centaines de kilomètres carrés, bien plus même si le Dniepr avait été atteint (5).

LES VERTS ET LES ROUGES

Les écologistes allemands, les plus puissants d'Europe, doivent être fort ennuyés. En 1980, leur Congrès élimina les bourgeois pour donner le pouvoir aux ex-gauchistes repeints en vert pour l'occasion. Ils ont des leaders comme Otto Schily, ex-avocat de la bande à Baader. Ils peuvent se souvenir avec émotion que le 27 janvier 1982, à Gorleben, au cours d'une manifestation anti-nucléaire, les Vopos, pour des raisons de facilités de

(5) Il faut se méfier des chiffres fantaisistes fournis par les médias sur les victimes futures de Tchernobyl. A Hiroshima, quarante ans après, on estime que le nombre des cancers mortels supplémentaires induits par la bombe a été de quatre cents (chiffre produit par le professeur Tubiana). Or, Tchernobyl n'a tout de même pas été un nouvel Hiroshima !

manœuvre, les laissèrent passer par le territoire de l'Allemagne de l'Est...

Le Kremlin a eu raison de ne pas redouter d'initiatives intempestives de la part des Verts, des militants de *Greenpeace* et autres écologistes encadrés : ils n'ont brûlé aucun drapeau soviétique, guère manifesté devant les ambassades de l'URSS. Au contraire, ils ont profité de l'émotion suscitée à l'Ouest par le nuage radioactif venu de l'Est pour s'en prendre, une fois de plus, à l'atome occidental !

Paradoxalement, le bénéficiaire à terme de Tchernobyl sera donc... le Kremlin ! Nous pouvons en effet prédire un brillant avenir aux ventes de gaz soviétique en Allemagne et dans toute l'Europe Occidentale - gaz qui pourra remplacer les centrales nucléaires non construites.

Quant aux centrales des pays de l'Est, rassurons-nous : le programme continuera. Il n'y a pas d'opinion publique là-bas.

Lionel TACCOEN

2 - LE PRIX DU SYSTÈME

La catastrophe de Tchernobyl était-elle prévisible ? La lecture des discours officiels et de la presse soviétiques d'avant l'accident est édifiante : les centrales nucléaires (AES, suivant la terminologie soviétique) sont logées en URSS exactement à la même enseigne que les autres branches de l'industrie. Mauvaise qualité des constructions, laisser-aller du personnel, usure du matériel sont monnaie courante, en dépit de la nature particulière de l'énergie nucléaire et des dangers que, mal employée, elle peut faire courir à l'environnement.

Lors de la session du Soviet suprême de l'automne 1985, le ministre de l'Énergie et l'Électrification d'URSS, Anatoli Ivanovitch Maïorets, était entendu par la commission préparatoire de l'industrie énergétique du parlement soviétique. Le compte rendu de cette audience a été publié par les « *Izvestia* » du 22 novembre 1985.

La raison : des coupures répétées et intempestives de courant avaient compromis l'activité industrielle dans « un certain nombre de régions, particulièrement à l'Est de l'Oural », pendant l'hiver précédent (1984-1985). Comme justification, le ministre expliqua que bien que le plan de production de son ministère ait été correctement bon, il lui a été impossible de remplir le plan de création de nouvelles centrales.

Rapportant les propos du ministre, les « *Izvestia* » écrivaient : « Les centrales électriques - hydroélectriques, thermiques et nucléaires - sont construites lentement et parfois très lentement ».

« *L'une des raisons, expliquait A.I. Maïorets, est que beaucoup des entreprises de construction dépendant du ministère sont employées pour des projets extérieurs et souvent ne sont pas à même de mener à bien les projets propres du ministère* ».

En substance, les entreprises chargées de construire les centrales énergétiques, y compris les nucléaires, sont réquisitionnées pour travailler pour l'industrie de défense (par exemple, pour le ministère des Constructions mécaniques moyennes, chargé de la fabrication des armes nucléaires). Quant elles ne louent pas purement et simplement leurs services à d'autres ministères pour des tâches plus aisées qui leur permettent de remplir facilement leurs plans de production.

En 1985, ces types de contrats « extérieurs » se sont élevés à 2,8 milliards de roubles, soit, précisent les « *Izvestia* », plus du tiers de l'ensemble du programme de construction du ministère.

« *Je dois également mentionner, poursuivait le ministre, une autre raison pour les problèmes que nous rencontrons. Les livraisons d'équipement sont continuellement différées et nos approvisionnements en matériel se font épisodiquement et de manière inadéquate* ».

Ce qui signifie que, comme dans l'ensemble de l'industrie soviétique, les centrales électriques, nucléaires ou non, souffrent de la pénurie de pièces de rechange. Or le plan doit toujours être rempli, ce qui impose aux responsables économi-

ques de faire travailler le matériel jusqu'à ses limites extrêmes d'usure.

« Après les incidents de l'hiver, avouait enfin A.I. Maïorets, les réparations nécessaires n'ont pas été terminées dans toutes les centrales et souvent, même quand elles ont été accomplies, elles auraient pu l'être beaucoup mieux ».

Devant le XXVII^e congrès du parti, le 3 mars dernier, A.I. Maïorets chiffrait ainsi les objectifs de son ministère en matière de centrales nucléaires :

« La capacité actuelle des AES est de 28 millions de kilowatts. Le 12^e plan quinquennal prévoit de la porter à 41 millions de kW, en d'autres termes d'augmenter la capacité des AES de 150 %...

« Pour accélérer la construction des AES, le cycle d'investissement doit être raccourci. La norme, pour la construction d'une unité de 1 000 mégawatts, est de 60 mois. Mais cela prend 7 ans pour commencer la construction d'une telle unité, en conformité avec les instructions actuelles pour le choix d'un site et la préparation des bases et des plans techniques et économiques. Ce délai peut être réduit de manière significative en décidant de procéder dans le même temps à la planification et à la construction et en assurant un financement continu » (« Pravda », 5 mars 1986).

Cette dernière phrase laisse percer que le financement des centrales nucléaires a laissé à désirer dans le passé. C'est-à-dire, et c'est grave, que la construction de certaines centrales existantes a été interrompue pendant des périodes plus ou moins longues, faute de financement. Ce qui, étant donné la qualité aléatoire des matériaux soviétiques, ne peut pas ne pas avoir eu des conséquences sur l'état final des bâtiments.

Si l'on en croit le ministre, les réglementations actuelles imposeraient des délais d'études trop longs (voisins, en fait, de ceux qui ont cours pour la construction de centrales en Occident). Pourtant, en dépit du temps nécessaire à la préparation, la construction des AES peut souvent tourner à la pagaille. Le 10 février dernier, la télévision soviétique diffusait, dans le cadre du programme d'informations « Vremia », un reportage des journalistes Ie. Fateïev et V. Riazanov sur la construction de la centrale nucléaire de Balakovo, dans la région de Saratov, sur la Volga :

« Le béton coulé dans les murs de la centrale nucléaire de Balakovo, disait le commentaire, est résistant et sûr. Il ne peut en être autrement, après tout, c'est une centrale nucléaire. Mais pour estimer la résistance de cette puissante construction, il y a un autre moyen : la difficulté avec laquelle les constructeurs ont dû percer 15 000 trous supplémentaires dans ce monolithe, pour une raison que le projet original n'avait pas prévue. Une telle bévue des planifications ajoutée à des interruptions dans l'approvisionnement en équipement, a fait dépasser ici les bornes du gâchis. Le manque

d'expérience à apporté également son tribut : le collectif n'avait encore jamais construit de centrale nucléaire.

« Des violations à la discipline du travail et aux règles technologiques se sont également fait sentir. Constructeurs, assembleurs, représentants d'autres services, bien qu'appartenant à la même organisation du parti, réglaient souvent les problèmes internes de la construction non en dialoguant ensemble, mais par l'intermédiaire de leurs administrations respectives, à Moscou. Il est devenu plus facile de creuser 15 000 trous non planifiés dans les murs du monolithe que de briser les goulots d'étranglement et le manque de coordination entre entreprises travaillant sur le même projet. Les barrières entre départements tendent à être plus solides que du béton ».

Un tel réquisitoire prononcé à la télévision n'a été rendu possible que par la campagne contre les gaspillages et les insuffisances qu'a lancée l'actuelle équipe de direction. Dans le passé, il est probable que des événements similaires (qui tiendraient de l'anecdote s'ils n'étaient aussi gros de conséquences fâcheuses) se sont couramment produits. Ils sont la règle dans le monde soviétique. Il n'y a, répétons-le, aucune raison pour qu'ils deviennent une exception dans l'industrie nucléaire.

Toujours devant le XXVII^e congrès, le ministre Maïorets sacrifiait cependant à l'auto-satisfaction en mettant en avant les résultats accomplis depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au secrétariat général :

« Résultat des mesures prises : le complexe énergétique a fonctionné régulièrement pendant les mois d'hiver... Pour la première fois depuis 1970, nous avons réussi à produire sur une fréquence normale, sans des tensions pendant l'automne et l'hiver ».

Pourtant, certaines indications laissent à penser que la situation cet hiver n'a pas été aussi satisfaisante que le prétend le ministre.

Le 17 février, à 9 h, Radio-Moscou diffusait un reportage de neuf minutes réalisé par le journaliste Aleksandre Belotserkovets sur des chutes de production dans certaines entreprises dans les régions de Krasnoïarsk, d'Omsk et de Kiev.

Dans cette dernière région, A. Belotserkovets expliquait que des irrégularités dans les cadences de travail avaient provoqué la perte d'une production supplémentaire de 86 millions de roubles. De telle irrégularités (dont la cause n'était pas précisée) « diminuent la qualité de la production », « affectent la capacité de livrer à temps des produits aux consommateurs » et « augmentent les possibilités de panne des machines ».

Curieusement, le journaliste enchaînait avec l'interview de Sergueï Konstantinovitch Parachine, secrétaire du comité du parti de l'AES de Tchernobyl. S.K. Parachine expliquait que les quatre unités de 1 000 mégawatts de la centrale

avaient atteint leur capacité prévue par le plan et que le collectif de l'AES s'était engagé à maintenir ce rythme de production pendant le plan quinquennal en cours.

Le lien logique du reportage entre les irrégularités dans le rythme de production en Ukraine en plein milieu de l'hiver et le fait que la centrale de Tchernobyl avait atteint son plein régime peut s'expliquer de deux manières :

a) note lénifiante dans un univers d'insuffisances économiques, la centrale était la seule entreprise compétitive de la région de Kiev digne d'être citée en exemple ;

b) les chutes de production (dont la cause de-

meure obscure) ont pu être produites par des coupures intempestives de courant. La référence à Tchernobyl pouvait alors indiquer que tout n'était pas noir dans le secteur énergétique et que le travail de la centrale laissait prévoir une amélioration de la situation.

Il est difficile de dire laquelle de ces deux explications est la bonne. Si d'aventure c'était la seconde, nous disposerions d'un élément éventuel d'explication de la catastrophe : la fatigue du matériel de l'AES de Tchernobyl, qui aurait fonctionné tout l'hiver à la limite de ses possibilités pour compenser les à-coups de la production ukrainienne d'électricité.

Pierre LORAIN

3- LES CATASTROPHES NUCLÉAIRES OU LES NUISANCES DU CAPITALISME

« *Catastrophe. Alerte aux radiations* ». C'est là un titre, sur deux lignes et quatre colonnes, tiré de l'*Humanité*. Le quotidien communiste aurait-il donc pris part, lui aussi, à la campagne alarmiste dont, paraît-il, l'objet inavoué, mais patent, aurait été de nuire au pays où s'est produite la catastrophe.

Voilà qui permettrait de repousser les accusations de servilité à l'égard de l'URSS portées contre les communistes français... si le titre en question avait orné une page de l'*Humanité* au début de mai 1986. Malheureusement, il figurait en dernière page de son numéro... du 31 mars 1979.

Il s'agissait de la catastrophe qui s'était produite le 28 mars 1979 aux Etats-Unis, à la centrale nucléaire de Three Mile Islands, dans l'Etat de Pennsylvanie.

De cet accident, l'*Humanité* avait pu donner une brève relation dès son numéro du 29 mars, imprimé dans la nuit du 28 au 29, quelques heures seulement après la catastrophe : les nouvelles mettent moins de temps à franchir l'Atlantique qu'à faire le chemin de Kiev à Paris !

Le 30 mars, l'*Humanité* revenait sur la nouvelle de la veille. Elle parlera à peu près chaque

jour de la catastrophe jusqu'au 16 avril.

On lisait donc ce 30 mars dans le quotidien du PCF :

« Bien des choses inquiètent dans cet accident. Sans parler de la fiabilité, apparemment limitée, du matériel employé, il y a des faits accablants pour les pouvoirs publics : l'alerte qui n'a été donnée à l'extérieur que trois heures après l'explosion, les déclarations lénifiantes, voire totalement contradictoires, qui ont été faites... »

« L'opinion française retiendra surtout qu'entre le réacteur concerné de Three Mile Islands et ceux de la centrale de Fessenheim et du Bugey, existent d'importantes similitudes techniques ».

On n'est pas plus rassurant.

Le 31 mars, deux articles. Le premier se prétend purement informatif. On y trouve :

« Ce qui semble grave, ce qui inquiète l'opinion (américaine), c'est cette ignorance dans laquelle paraissent plongés les responsables de la centrale atomique et même ceux qui, au gouvernement,



SAMEDI 31 MARS 1979 - L'HUMANITÉ

CATASTROPHE

Alerte aux radiations

Evacuation des enfants et des femmes enceintes après la nouvelle fuite radioactive dans la centrale nucléaire de Pennsylvanie

Pennsylvanie : c'est l'alerte après l'accident survenu mercredi matin à la centrale nucléaire de Three Mile Island. Hier, les autorités des quatre comtés entourant les installations (York, Dauphin, Lancaster et Cumberland) ont été prévenues que « des émissions incontrôlées de radiations » provenaient de la centrale atomique. Il a alors été décidé d'évacuer les femmes enceintes et les enfants en bas âge résidant à moins de 8 kilomètres des installations.

Alerte atomique : ces deux mots inquiétants caractérisent la situation ce vendredi tout autour de la centrale nucléaire de Three Mile Island (Pennsylvanie). Les autorités des quatre comtés voisins des installations ont été prévenues (plus de quarante-huit heures après l'accident survenu dans le

teu) de l'existence d'une fuite radioactive incontrôlée.

Le porte-parole du plan ORSEC américain, John Comey, a confessé : « Nous ne savons pas encore de quoi il s'agit et si c'est grave. » Un peu plus tard, dans la matinée, c'est le gouverneur de l'Etat, M. Thornburg, qui

quatre comtés entourant la centrale était à l'étude. Projet d'exode massif puisqu'il ne concernait pas loin d'un million de personnes. Vendredi, en début d'après-midi (18 h, heure de Paris), les autorités demandaient aux habitants de rester chez eux. L'émission radioactive atteignait alors 5 à 7 millirems à l'heure, contre 30 en début de matinée. Finalement, vers le milieu de l'après-midi, les femmes enceintes et les enfants en bas âge étaient éloignés de la zone contaminée sur décision du gouverneur.

« Cela ne constitue pas un pro-



s'occupent des questions de l'énergie... »

Le second article, « *Sécurité avant tout* », fait parler l'ombre de Marx :

« En l'état actuel de nos informations, il est bien sûr impossible de se faire une idée précise sur les causes techniques de l'accident... Pourtant, comment ne pas être frappé par l'incroyable accumulation de négligences, de non-respect des règles de sécurité ? Visiblement, le souci principal des sociétés privées américaines était, dans cette affaire, le *profit* et non la sécurité.

« Risquons une hypothèse : c'est le *respect des règles du capital qui est la cause initiale de l'accident américain...* ».

Risque, camarade, risquez ! Ceux qui prennent des risques ont droit à de l'estime et même de l'admiration. Et nous ne forcerons sans doute pas votre belle pensée, belle et sereine et juste et purement objective, en concluant que, puisque de telles catastrophes sont dues à la soif du profit, au respect des règles du capital, elles sont par définition même impossibles là où le profit a disparu, dans les pays qui sont passés au socialisme.

Comme pour confirmer cette démonstration, *l'Humanité*, le 5 avril, montrait que la situation était toute différente en URSS. Anatole Alexandrov, président de l'Académie des sciences de l'URSS, avait assuré à Max

Léon : « *Les systèmes de sécurité mis en place dans les centrales soviétiques sont efficaces* ». Et F. Outchinnikov, vice-ministre de l'énergie et de l'électrification, avait confirmé la thèse proposée dans le quotidien communiste en déclarant que « *la possibilité d'imperfection dans le fonctionnement d'un tel ensemble énergétique apparaît là où les intérêts privés sont dominants* ».

Ce qui, comme chacun sait, n'est pas le cas en URSS.

Notre commentateur inspiré du 31 mars n'avait d'ailleurs pas attendu cette confirmation venue de si loin et de si haut pour tirer de sa forte analyse un enseignement pour la pratique :

« Il ne faut pas suivre le mauvais exemple américain en laissant la rentabilité des capitaux privés dicter sa loi. C'est en ce sens que le programme du gouvernement (de R. Barre) est hautement condamnable. On a abandonné la filière française pour adopter la filière américaine qui correspond mieux aux intérêts financiers du Baron Empain ».

Bref, une conclusion s'imposait : « *la nationalisation du nucléaire* ».

On ne perd jamais le nord quand on est communiste. Le PCF profitait de l'accident de Three Mile Islands pour appuyer sa campagne en faveur des nationalisations (« *Le profit et le nucléaire ne peuvent faire bon ménage* » - Philippe Herzog,

l'Humanité, 4.4.1979). Aujourd'hui, les Soviétiques profitent de leur catastrophe de Tchernobyl pour remettre en mouvement les Verts d'un peu partout et leurs émules, et pour les faire manifester contre tous les usages de l'énergie nucléaire... en Occident.

Terminons notre florilège.

Le 4 avril, *l'Humanité* reprochait, en l'appuyant, une démarche de la fédération CGT du personnel de l'EDF - une organisation qui, comme chacun sait, n'a rien à voir avec le parti communiste, même si, simple hasard, ses organismes dirigeants sont truffés de militants communistes.

Elle réclamait

« une réunion exceptionnelle du Conseil d'administration de l'E.D.F. pour exiger qu'une mission d'information soit décidée qui comprendrait notamment des administrateurs représentants du personnel, afin d'examiner sur place les caractéristiques de l'accident et pour tirer toutes les conséquences pour notre pays ».

Voilà une excellente initiative que la vaillante fédération cé-géto-communiste de l'E.D.F. devrait bien renouveler. Est-ce que, cette fois, elle n'aurait pas toutes les chances d'aboutir, les dirigeants soviétiques n'ayant jamais rien caché aux représentants les plus authentiques des travailleurs qui gémissent sous le joug du capitalisme ?

René MILON

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	262 F
abonnement pour l'étranger	346 F
abonnement de soutien (personne physique)	360 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.

le point de vue d'Est & Ouest

CINQUANTE ANS APRÈS ERREURS ET MENSONGES AU TEMPS DU FRONT POPULAIRE

Qu'on ne s'y méprenne pas ! La critique qu'en ces jours anniversaires où l'hagiographie coule à pleins bords, nous faisons de l'action du Rassemblement populaire – c'était le nom officiel du Front populaire – n'oublie nullement ni l'enthousiasme qui souleva à de certains moments une large partie des classes ouvrières, ni l'excellence de plusieurs des « conquêtes de juin 1936 ». Elle entend aussi distinguer très soigneusement entre ce qui fut erreur et ce qui fut mensonge. L'erreur fut peut-être aussi catastrophique que le mensonge, mais moralement ce n'est pas du tout la même chose. Et l'on éprouve infiniment moins de ressentiment à la pensée d'avoir été trompé par des hommes qui se trompaient que de l'avoir été par des hommes qui sciemment, cyniquement, faisaient jouer le rôle de dupes à ceux qui avaient mis leur confiance en eux.

*
*
*

L'erreur, c'est du côté des socialistes surtout qu'on la trouve. Nous n'en dirons qu'un mot, en nous cantonnant dans le domaine économique.

Adeptes du socialisme scientifique et de son matérialisme historique qui met l'économie à la base de tout, les socialistes auraient dû être des experts dans ce domaine : ils y étaient d'une ignorance crasse.

Certes, tout n'était pas faux dans la « théorie du pouvoir d'achat » qu'ils professaient alors. La crise, à leurs yeux, n'était pas une crise de surproduction absolue – mais de surproduction *relative*. Il n'y avait surproduction que par rapport aux « besoins solvables », par rapport aux moyens financiers dont disposaient les clients éventuels. Il suffisait donc, pour résoudre le problème, de procéder à une « injection de pouvoir d'achat dans les masses ». A la précision élégante de la formule, on en reconnaît l'auteur : Léon Blum. Et il est vrai que la reprise économique, sensible depuis la fin de 1935, aurait été encouragée par une stimulation de la consommation populaire. Tout était dans les proportions. Or, les socialistes ne surent pas tenir la mesure. Sans se contenter d'une hausse générale immédiate de 12 % de la masse salariale dans son en-

semble (ainsi en décidait l'accord Matignon, et l'on alla très au delà), négligeant les 4 % de hausse supplémentaire entraînés par les congés payés, ils se lancèrent dans l'aventure des 40 heures.

Non seulement celle-ci renchérisait le coût de la main-d'œuvre de 20 % (cumulées, ces trois hausses atteignaient près de 40 %), mais encore elle fit qu'on manqua brusquement de main-d'œuvre (en particulier d'ouvriers qualifiés, de professionnels), sans que le chômage diminuât pour autant.

Cette aberration – qui, sur le plan économique, fut la cause décisive de la faillite du Front populaire – s'expliquait en partie par la croyance, largement répandue, qu'il existait des stocks immenses de tous les produits de large consommation (ne brûlait-on pas du café dans les locomotives au Brésil ?), des stocks qui n'attendaient que des consommateurs. Une hausse, même massive, des revenus populaires, c'est-à-dire de la demande, ne devait donc pas entraîner de hausse sensible des prix puisque les marchandises ne manquaient pas pour satisfaire les consommateurs. Il fallait, au contraire, que cette hausse des salaires fût massive pour entraîner un rapide épuisement des stocks et le redémarrage de toute la machine productrice.

Si encore les socialistes s'en étaient tenus à ces justifications-là ! Mais ils professaient, avec une inconscience sereine, que ces augmentations du coût de la main-d'œuvre auraient sur le chômage un effet bénéfique en ce sens qu'elles se feraient par la transformation d'une grande partie des profits patronaux en revenus populaires.

En effet, les revenus populaires sont aussitôt dépensés, à peu de chose près, et leur hausse brutale allait permettre un accroissement équivalent de la demande, donc la résorption des stocks. Au contraire, les profits patronaux ne vont pas alimenter la demande sur le marché de la consommation : la plus large part en est investie, c'est-à-dire transformée en machines nouvelles, lesquelles, en prenant la place des travailleurs dans les ateliers, ne peuvent qu'aggraver le chômage. Ce n'était pas le moment.

Ainsi, pour les socialistes d'alors, la première règle, pour résoudre le chômage, c'était de ne pas investir !

On croit rêver, et pourtant cet état d'esprit était alors largement répandu. Le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, parlant en 1934 d'un projet de grands travaux destinés à la lutte contre le chômage, n'affirmait-il pas que, le plus important, c'était « d'employer la machine le moins possible afin qu'il y eût du travail pour tout le monde ? »

Voilà ce que nous enseignaient alors ceux que nous considérons comme nos maîtres, pour la pensée comme pour l'action, et nous nous étonnons aujourd'hui de ne pas leur en tenir plus âprement grief. Sans doute est-ce parce que, si leur ignorance n'était guère pardonnable, du moins étaient-ils de bonne foi. Ils nous trompaient, mais en se trompant eux-mêmes.

Les communistes, eux, mentaient.

*
* *

Des mensonges communistes qui fleurirent alors avec une abondance jamais égale – pas même, semble-t-il, au temps de la guerre et de la libération (ou bien est-ce qu'en ces deuxième circonstances nous étions déjà aguerris ?) – trois atteignent une dimension majeure. Ils forment d'ailleurs comme des pôles autour desquels les autres s'organisent.

Premier mensonge : on nous fait croire depuis des années, mais on nous a fait croire dès le printemps de 1934, à nous qui pourtant avions vu et lu de nos yeux le témoignage du contraire, que ce fut un sursaut « républicain » devant la « menace fasciste » que l'échauffourée du 6 février, place de la Concorde, avait fait peser sur les institutions parlementaires, qui arracha le PCF à sa politique démentielle de « classe contre classe », laquelle désignait le parti socialiste, accessoirement la CGT d'alors, comme l'ennemi n° 1.

Rien n'est plus faux. Encore au lendemain de la manifestation du 12 février, à laquelle il avait pris part tout comme il avait mobilisé ses militants le 6 février aux abords de la place de la Concorde (il faut être là où sont les masses : on ne sait jamais quelle occasion peut s'offrir), le PCF, par l'entremise de l'*Humanité*, parlait, avec une délicatesse digne de Léon Daudet, de « *cette vieille maquerelle de Marianne* ». Et jusqu'en avril les socialistes – « *les sociaux-fascistes* » – ne seront pas mieux traités que la République : le zèle qu'ils apportaient à défendre cette république bourgeoise et capitaliste ne révélait-il pas leur connivence avec la classe exploiteuse ?

La vérité, c'est que deux hommes alors préconisaient l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes – ce qui, politiquement, signifiait l'alliance de tous les « républicains » autour des radicaux et des socialistes pour rendre du tonus, de l'efficacité, aux institutions républicaines – et que l'un de ces hommes (l'autre étant Gaston Bergery) avait encore un pied dans le Parti communiste. C'était Jacques Doriot.

En décembre, en janvier encore, il avait en vain tenté d'empêcher les communistes français de persévérer dans la tactique « classe contre classe » qui, en Allemagne, avait conduit le KPD à faire passer la lutte contre la social-démocratie *avant* la lutte contre le national-socialisme. Le Komintern en était en-

core à penser que Hitler, qui ne durerait qu'un temps (« *l'épisode Hitler* », disait-on), avait rendu à la révolution mondiale un immense service en débarrassant la scène de la social-démocratie allemande, l'obstacle le plus redoutable auquel les communistes se fussent heurtés depuis 1918. Au contraire, hanté par la dramatique aventure de la république allemande, Doriot jugeait démentiels les propos que, fidèle aux directives moscovites, Thorez s'obstinait à tenir sur la nécessité, pour les communistes, de faire passer avant tout le reste la lutte contre le Parti socialiste : ils le devaient d'autant plus, disait-il, que la scission néo-socialiste, l'éclatement du PS, risquaient de donner à la fraction (majoritaire) qui conservait l'étiquette SFIO une apparence « plus à gauche » qui lui permettrait de faire à nouveau des dupes parmi les ouvriers. Le député de Saint-Denis était, quant à lui, décidé à rompre avec cette ligne, à rompre, s'il le fallait, avec le parti pour conduire une politique d'unité des forces de gauche. Et il apparut, au lendemain du 6 février 1934, que des pans entiers du Parti étaient prêts à suivre le « grand Jacques » dans cette politique d'union contre le danger fasciste. St-Denis, où il régnait, n'était-elle pas alors considérée comme « la Mecque rouge » ?

C'est alors que, par une ruse toute stalinienne, il fut décidé à Moscou qu'on éliminerait la menace que Doriot faisait peser sur l'unité du parti en lui « prenant sa plateforme » : le PCF allait offrir à la SFIO une alliance au sommet avec l'évidente intention d'aboutir.

A la vérité, pour mener l'opération à bien, le Komintern était prêt à mettre Thorez au placard et à confier la direction du Parti à Doriot : on verrait plus tard à régler les comptes. Mais Doriot était déjà résolu à secouer définitivement le joug soviétique. Il ne répondit même pas à l'invitation qui lui fut adressée de se rendre à Moscou et ce fut Thorez qui fut chargé d'appliquer l'idée volée à Doriot : la tactique du Front populaire. Thorez, d'abord, ne comprit pas et il fallut s'y prendre à deux fois pour qu'il se rendit compte que cette fois, il ne s'agissait pas, en faisant des propositions d'action commune aux dirigeants socialistes, d'essayer de les « couper de leur base » en formulant des propositions propres à provoquer leur refus. Il fallait faire en sorte qu'ils acceptent.

Pourquoi Léon Blum accepta-t-il ces propositions ? Certes, il était effrayé par le danger que lui semblaient courir les institutions républicaines. Mais, quitte à choisir entre les mains qui se tendaient, pourquoi avoir saisi celle de Thorez plutôt que celle de Doriot ? Sans doute, la perte de son aile droite avait déporté la SFIO vers la gauche et les plus résolus de ses anti-communistes n'étaient plus là. Mais, si l'on hésitait moins à s'allier aux communistes, Doriot n'était-t-il pas alors tout aussi communiste

que Thorez ? Seulement, Blum venait de souffrir de la scission néo-socialiste et la condamnation qu'il portait contre Déat, Montagnon et Marquet, avec cette animosité particulière qui marque les sentiments de ceux qui viennent de se séparer, il la reportait sur Doriot. Il lui eût paru contraire à la logique et contraire à la loyauté de contribuer à la scission du Parti communiste, alors même qu'il faisait grief aux néo-socialistes d'avoir rompu l'unité socialiste si péniblement réalisée trente ans plus tôt. L'espèce de respect religieux qu'il avait pour la notion de parti – sans quoi, pensait-il, la démocratie ne serait pas possible – fit le reste : il préféra traiter avec les communistes orthodoxes. Il ignore le dissident.

On sait la suite : une occasion, comme il ne s'en était encore jamais présenté, de briser le PCF et d'en arracher toute une aide à l'influence soviétique, était manquée, et Doriot, déboussolé par le brusque isolement auquel la défection socialiste le condamnait, se laissa entraîner vers des formes d'action et de pensée auxquelles il ne songeait assurément pas dans cette première moitié de 1934.

Mais nous avons cru alors, et Léon Blum nous l'a laissé croire, peut-être le croyait-il lui-même, que les dirigeants du PCF cherchaient sincèrement la réconciliation, qu'ils voulaient vraiment refaire l'unité du mouvement socialiste, dans le respect de la diversité de ses courants, et qu'ils s'étaient ainsi décidés parce qu'ils avaient compris enfin que, malgré tous ses défauts, la démocratie qu'ils qualifiaient de bourgeoise constituait une conquête irremplaçable pour le progrès des libertés et de la justice sociale, qu'elle était le régime qui permettait le mieux d'aller dans la liberté vers le socialisme.

Là était le mensonge qui faussait tout. Ce que nous prenions pour une conversion sincère n'était qu'une manœuvre cynique de politique interne. Thorez n'en voulait pas au fascisme. Il en voulait à Doriot. Il fallait non pas s'armer contre le fascisme, mais isoler le dissident. Ce faisant, le dissident a été poussé vers le fascisme et ainsi, pour la première fois en France, l'idée fasciste a disposé en France d'un parti aux racines indéniablement populaires.

*
* *

Deuxième mensonge : Staline n'a commencé à prendre Hitler au sérieux qu'après le plébiscite de la Sarre, le 13 janvier 1935. Faut-il dire qu'il ne fut pas le seul à être surpris ? Léon Blum – que des échecs répétés ne corrigeaient pas de la manie qu'il avait de prophétiser – Léon Blum était sûr qu'ayant à choisir entre la démocratie et la nation (d'aucuns disaient entre la classe et la race), les ouvriers sarrois choisiraient la démocratie, c'est-à-dire ou le rattachement à la France ou l'autonomie. Ils choisirent l'Allemagne avec Hitler, l'Allemagne sans syndicats, sans Parti

communiste, sans social-démocratie, sans parti du tout en dehors du NSDAP. Sauf erreur, les historiens ne donnent pas à l'événement toute l'importance qu'il revêtit alors : il fut de ceux dont on ne parle guère, tant ils déconcertent, mais qui comptent.

Apparemment, on les passe par profits et pertes, mais on les rumine dans le fond de sa tête et ils ébranlent les convictions les mieux assises.

A partir de ce moment-là, les intentions de Moscou changèrent.

Les communistes français étaient si peu convertis à l'unité du mouvement ouvrier, si peu décidés à faire les concessions qui la rendraient possible que, jugeant (à tort, mais ils n'ont pas, eux non plus, le don d'infaillibilité) que le pacte passé avec les socialistes profitait plus à ceux-ci qu'à eux-mêmes, ils étaient, en février 1935, prêts à rompre ; bien entendu, en rejetant sur le Parti socialiste la responsabilité de la rupture.

Leurs succès inespérés aux élections municipales de mars 1935 les incitèrent à persévérer dans une alliance qui leur était profitable, mais on peut dire qu'en dehors de cet intérêt immédiat, ils ne savaient pas bien que faire de cette unité d'action avec le P.S malgré tout, présentait pour eux des périls. Si, le 15 mars 1935, Thorez tint à réaffirmer solennellement à la tribune de la Chambre des Députés sa fidélité au défaitisme révolutionnaire ; sa conviction que la classe ouvrière ne devait pas participer à la défense nationale en régime capitaliste (« *le mensonge de la défense nationale* ») ; sa certitude qu'au cas où l'on évoquerait une prétendue agression hitlérienne, la classe ouvrière ne marcherait pas, c'était pour bien marquer les distances entre son parti et le parti socialiste : celui-ci, de toute évidence, était prêt à recommencer l'erreur, la « trahison » de 1914, à accepter l'union sacrée, oubliant une fois de plus que l'ennemi véritable des prolétaires est dans leur propre pays ; qu'en cas de guerre, ils doivent retourner les armes qu'on leur donne contre leur propre bourgeoisie et transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire.

Deux mois plus tard, éclatait comme une bombe le célèbre communiqué Laval-Staline, l'approbation par Staline du premier effort de réarmement français, celui-là même que Thorez, et Léon Blum sur un autre registre, avaient dénoncé en mars lors du débat parlementaire sur « les deux ans ». En un clin d'œil, le PCF changea de ton. Il reconnut qu'en certains cas, la classe ouvrière pourrait participer à la défense nationale aux côtés de la bourgeoisie. La chronique des GDV (les « gueules de vache » : on voit qui était ainsi désigné) disparut de *l'Humanité*, où l'on parla désormais avec un feint respect de « *l'armée républicaine* », de « *Monsieur le général Weygand* »... Le parti reprit la « *Marseillaise* », le drapeau tricolore, et « *Jeanne d'Arc avec nous* » !

Ainsi le Front populaire (encore à peine esquissé) perdait déjà sa signification première. Ou plutôt les communistes, sous une apparence demeurée identique, insinuaient-ils une autre réalité.

On le vit bien lors de l'élaboration du programme du Front populaire. Les communistes s'efforcèrent de le vider de tout contenu économique et social un peu osé, pour ne pas effrayer la bourgeoisie radicale.

On le vit aussi lors des grandes grèves de mai et juin 1936, qui surprirent les communistes comme elles surprirent tout le monde. Elles les gênaient dans la mesure où elles donnaient à la politique du Front populaire un tour révolutionnaire qui risquait de choquer une partie de l'opinion. On a gardé le souvenir de l'intervention de Thorez : « *Il faut savoir terminer une grève* », mais on ne se rend pas toujours compte qu'elle contenait la condamnation implicite de ces trouble-fêtes qui, avec leurs revendications et leurs grèves, avaient dérangé des plans savamment établis.

On le vit encore mieux quand Thorez, en juillet, proposa le Front des Français, l'alliance des forces démocratiques et des forces nationales. Ou encore en septembre quand les communistes prétendirent que l'honneur de la France était en cause parce que Léon Blum avait reçu le Dr Schacht à l'Hôtel Matignon (et nos mémoires ont gardé sa réponse à ceux qui prétendaient que c'est par « *l'exaltation patriotique qu'on peut assurer la paix* : « *Mes amis, mes amis, je connais ce langage. Je l'ai déjà entendu* » (1).

Bref, par les méthodes les plus insidieuses, une mutation s'opérait. L'objectif changeait et l'on tournait vers des problèmes de politique extérieure, sans vraiment solliciter leur avis, simplement en usant des procédés psychologiques de manipulation des foules, les militants qui avaient été mobilisés au nom du progrès social et de la défense des libertés.

Sans doute, une politique d'union en vue de maintenir l'autorité de la France dans le concert européen était-elle alors hautement justifiée. Les événements en ont, hélas ! fourni la preuve. Mais cette union n'était réalisable que dans la clarté. Avec les communistes, elle s'opérait dans le mensonge. Mensonge que cette utilisation du Front populaire à d'autres fins que les siennes propres (et cela, seulement pour maintenir la tutelle du PCF, par l'intermédiaire du Front populaire, sur le front national qui se serait constitué autour du Front populaire). Mensonge surtout, le langage des communistes portant l'expression du patriotisme jusqu'aux pires formes de la déclamation chauvine. Ces discours pouvaient être faux. Tout ce patriotisme exacerbé n'était

qu'un patriotisme de commande. Jamais on n'avait vu une exploitation aussi cynique des sentiments patriotiques par des hommes dont on sentait bien qu'ils n'y croyaient pas. Et l'on peut tenir que cette comédie de patriotisme a plus fait pour saper en France le sentiment national que cinquante années de propagande anti-patriotique sous les couleurs de l'anarchie, du syndicalisme révolutionnaire, voire de certaines tendances socialistes (« *les prolétaires n'ont pas de patrie* »).

*
* *

Hélas ! un **troisième et suprême mensonge** devait couronner tous les autres, celui de tous qui laisse le plus d'amertume dans le souvenir. Peut-être les dirigeants communistes français ne comprirent-ils pas tout de suite ce qu'on leur faisait faire : Staline n'informait ses « employés » qu'au moment où il le jugeait utile. Il est en tout cas certain que Staline a ruminé longtemps son pacte avec Hitler, qu'il a tout fait pour empêcher tout *modus vivendi* de s'établir entre l'Allemagne et la France (à supposer que cela fût possible). Son objectif était non pas d'encercler l'Allemagne hitlérienne, malgré tout ce qu'il nous faisait dire sur la « *ronde des démocraties* », mais de provoquer, le jour venu, le déclenchement d'une nouvelle guerre franco-allemande, d'une nouvelle guerre de 1914, mais cette fois sans la Russie, qui resterait spectatrice. Et c'est bien ce qu'il fit, et ce que la politique ultra-nationaliste du PCF l'aida à faire.

L'erreur de Staline fut de croire que la guerre serait longue – comme en 1914 – que France, Allemagne, Grande-Bretagne, bref l'Europe capitaliste, sortiraient épuisées de ce combat incertain et que, sur les ruines accumulées par la guerre, la révolution communiste pourrait reprendre sa marche vers l'Ouest, si malencontreusement interrompue en 1920 devant Varsovie.

C'est d'ailleurs en vue de profiter de cette conjoncture finale, ou peut-être de circonstances antérieures, que le Parti communiste français fut invité, après la signature du pacte germano-soviétique, à ne pas se préoccuper de la défense nationale comme il y était disposé sur la lancée de 1935, mais à revenir au défaitisme révolutionnaire et à se tenir en quelque sorte en réserve de la révolution

*
* *

Ainsi, nous nous sommes prêtés, enthousiastes, à la politique d'unité d'action, convaincus qu'elle préluait à la réunification du mouvement ouvrier dans un esprit de démocratie et de liberté : il s'agissait simplement de sauver l'unité du parti communiste et de maintenir ce parti sous la tutelle du Komin-tern.

(1) Le discours que Léon Blum prononça, le 6 septembre 1936, à la fête organisée par la Fédération socialiste de la Seine à Luna-Park, ne figure pas dans l'*Oeuvre de Léon Blum*. Étrange omission.



chroniques

LES SILENCES DE GREENPEACE

Le 16 mai dernier, *Le Monde* évoquait les « silences de Greenpeace » au sujet de Tchernobyl. Selon ce journal, cette attitude « troublante » s'expliquerait peut-être ainsi : les écologistes de Greenpeace auraient actuellement d'autres chats à fouetter sur « d'autres fronts ». Et puis, ils n'auraient pas pour habitude de réagir rapidement. A Seveso en 1976 et à Three Mile Island en 1979, déjà ils se seraient manifestés avec retard. Enfin, les militants de Greenpeace agiraient sur un site et non contre un Etat. Mais pourquoi — alors qu'une manifestation à l'ambassade de l'U.R.S.S. était à l'avance exclue — ont-ils tenté d'en organiser une devant le ministère français de l'environnement ?

A ceux qui les soupçonnent de faire « deux poids deux mesures » pour l'Est et l'Ouest, les écolo-pacifistes rappellent que leur première campagne antinucléaire fut dirigée contre l'U.R.S.S.

Certes. Mais ce fut aussi la seule et la dernière dont l'U.R.S.S. eut à souffrir !

Apparemment peu soucieuse de souligner l'équilibre dont fait preuve Greenpeace dans ses campagnes, la revue soviétique *La vie internationale* a vanté les actions entreprises par l'organisation : elle « a réalisé au total plus de 150 actions d'envergure qui ont visé le plus souvent les Etats-Unis ».

L'article, publié en avril, avant la catastrophe de Tchernobyl, prend tout son sel aujourd'hui (1) : il se prononce, par exemple, en faveur des dé-

(1) Mais on trouve encore le 10 mai 1986, dans *La Pravda*, l'éloge de Greenpeace sous le titre : « On ne peut noyer l'arc-en-ciel ».

fenseurs de l'écologie face à la presse occidentale, qui « se plaît à ne voir dans les activités et les méthodes de l'organisation (Greenpeace) que leur côté naïf et délibérément sensationnel ». Une organisation comme Greenpeace, y est-il encore affirmé, attire l'attention de l'opinion mondiale sur des « problèmes vitaux du monde actuel ». Elle

aide les gens « à prendre conscience de leur responsabilité devant l'avenir de la planète ». C'est ainsi que « le mouvement de protection de l'environnement — et de Greenpeace en particulier — est une des formes des mouvements démocratiques de masse ».

C'est bien ce que nous pensons : Greenpeace ne répartit pas ses coups de manière équilibrée. Car à voir l'incurie et l'irresponsabilité des autorités soviétiques face à la catastrophe de Tchernobyl (retard et imprécision des informations, absence d'excuses et de dédommagements), il semble bien que Greenpeace ait encore beaucoup à faire... en U.R.S.S. !

R.M.

LA LANGUE DE BOIS AU XXVII^e CONGRÈS DU P.C. DE L'U.R.S.S.

Le XXVII^e Congrès de PC US a différé des précédents par un ton ostensiblement plus modeste et plus sobre. Chaque orateur passait rapidement en revue la rituelle liste des acquis du socialisme, avant d'aborder le chapitre autrement plus impressionnant des « insuffisances » ; chose remarquable, certains discours ont même omis l'habituel panégyrique et se sont ouverts sur la critique sans aucun préambule digne de ce nom. Ce laconisme inusité a souvent été interprété comme l'indice d'un recul de la langue de bois, d'autant plus qu'il était souligné par l'âpreté des critiques exprimées et par la référence insistante à la « vérité » (Gorbatchev va jusqu'à citer Lénine : « Notre force est de dire la vérité »). Or l'expérience des pays communistes montre que le déchaînement de la critique et de l'autocritique, l'appel à la « franchise » et à « l'honnêteté », ne signifient nullement un relâchement du mensonge idéologique ; on peut parfaitement dénoncer les « erreurs » dans une langue de bois impeccable. En a-t-il été de la sorte au XXVII^e Congrès ? Une lecture même rapide des textes

ne permet aucun doute à ce propos.

*
**

La langue de bois repose sur la division manichéenne du monde en deux camps ennemis, qui entraîne la bipolarisation du champ sémantique, essentielle au fonctionnement du discours idéologique. Cette division est réaffirmée avec force par Gorbatchev et les autres orateurs du congrès. De façon classique, l'ennemi est signalé par des allégories souvent mal venues : « Tous les moyens sont bons pour l'impérialisme qui veut se maintenir dans la selle de l'histoire », déclare Gorbatchev. Mais, de manière toute aussi traditionnelle, des causes communes à toutes l'humanité sont mises en avant, dont le pouvoir soviétique se fait le champion : dans les années 30, il s'agissait de la lutte contre le fascisme ; maintenant, le discours soviétique aime à évoquer le péril d'une guerre nucléaire, contre lequel l'URSS veut rassembler l'humanité toute entière. Des thèmes plus modernes sont même apparus dans ce congrès : le danger couru par

l'environnement et pourquoi pas, la lutte contre le terrorisme peuvent également rallier les foules. Ainsi, le genre humain est irrémédiablement divisé, mais l'URSS en est le seul porte-parole légitime, car elle seule a le souci du salut commun de l'humanité. Gorbatchev en devient éloquent : « *Les centres dirigeants du capital pourront-ils emprunter la voie de jugements raisonnables et constructifs ? (...) A la question : « L'humanité va-t-elle survivre ? » nous ne pouvons accepter qu'on réponde non. Nous disons : le progrès social, la vie de la civilisation doivent se poursuivre et se poursuivront.* »

Le « jeune » leader soviétique ne se montre guère plus novateur quand il s'agit de la description de la situation intérieure ; il a beau prêcher qu'« *il faut appeler les choses par leur nom* », « *avoir le courage de voir les choses comme elles sont* », le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'en donne guère l'exemple. La litote, figure favorite de la langue de bois lorsqu'il est question des mécomptes du socialisme, abonde dans ses propos. La crise économique catastrophique que connaît actuellement l'URSS est réduite dans sa bouche à « *certaines phénomènes négatifs dans le développement socio-économique* » ; en matière de nationalités, c'est tout juste si l'on avoue des « *contradictions* » ; parlant des kolkhozes, Gorbatchev affirme qu'« *il y a un mouvement en avant, mais la liquidation du retard de l'agriculture se fait lentement.* » Cette dernière expression est particulièrement typique, car elle combine la litote et la présupposition, autre procédé fréquent dans la langue de bois : « *Il y a encore chez nous des voleurs* », constate Gorbatchev à regret, comme si cette catégorie de citoyens était véritablement en voie de disparition sous le socialisme. « *Malheureusement, toutes les réserves ne sont pas encore mises en œuvre* », déplorent les délégués les uns après les autres. Comme si la litote et la présupposition ne contribuaient

pas suffisamment à éteindre la critique, on en réduit encore la portée en la dirigeant contre des individus. Brejnev est le premier visé, comme il se doit, mais il n'est même pas nommé : pas question de répéter les erreurs du XX^e Congrès. On se borne à faire allusion aux causes « *subjectives* » de la stagnation. Puis sont insciminés « *certaines camarades, qui n'ont pas compris l'importance des problèmes à résoudre* ». Quand elle ne désigne pas des coupables, la langue de bois n'a d'autre ressource que de se réfugier dans le vague et l'abstraction pour rendre compte des « *phénomènes négatifs* » et même en faire état : on mentionne volontiers les « *exigences de la vie* », les « *exigences de notre temps* » qui n'ont pas été prises en compte au moment opportun.

A ces maux évoqués en termes si flous, quels remèdes apporter ? La langue de bois n'est jamais à court de solutions : il faut « *augmenter* » (la puissance de notre pays), « *perfectionner* » (les mécanismes de gestion), « *renforcer* » (la discipline), « *élever* » (le bien-être du peuple), « *mobiliser* » (nos réserves), « *enrichir* » (le monde spirituel de l'homme), etc, en un mot prendre des mesures « *concrètes* », autre invocation rituelle de la langue de bois.

Cette fidélité fondamentale de Gorbatchev aux canons de la langue de bois a été occultée par quelques audaces lexicales savamment distillées. Le secrétaire général a notamment lâché le grand mot de « *réforme* », ostracisé du vocabulaire soviétique depuis les expérimentations malheureuses de Khrouchtchev. Mais ces innovations verbales répondent à une autre constante du discours de bois depuis Staline : chaque moment donné doit être « *historique* », c'est-à-dire marquer une coupure entre l'ancien et le nouveau. La langue de bois entretient l'illusion de « *tournants* » décisifs (présentés d'ailleurs comme des retours à la pureté initiale du léninisme, car l'idéologie n'admet pas la rupture). Ce registre a été abondamment développé par

Gorbatchev, sans doute pour répondre à l'impression si courante chez les citoyens des pays communistes que « *cela ne peut plus durer* », qui a semble-t-il gagné la population soviétique toute entière. Ce thème apparaît fréquemment lié à celui de l'urgence (il faut agir « *immédiatement* »), ce qui est bien dans la tradition léniniste, et trahit probablement la gravité de la situation, comme c'était le cas sous Lénine jusqu'en 1921 au moins.

**

On voit que ce n'est pas la langue de bois qui a reculé au XXVII^e Congrès : seule une de ses modalités, qu'on peut appeler la langue de bois d'apparat, semble perdre du terrain. La langue de bois d'apparat diffère de ce qu'on peut appeler la langue de bois polémique en ceci que le mode impératif y est dissimulé, quoique présent (par exemple la phrase : « *les kolkhoziens ont commencé la récolte dans un grand enthousiasme* » signifie en fait : « *les kolkhoziens doivent éprouver un grand enthousiasme* »...); dans la langue de bois polémique, l'impératif apparaît ouvertement. Quand on lit les discours de Gorbatchev, on ne peut qu'être frappé par le nombre de formules indiquant l'impératif. Les « *il faut* », « *nous devons* », « *il est indispensable* » se répètent avec une insistance incantatoire.

La langue de bois est ce qui permet au pouvoir communiste de négocier la tension permanente entre la réalité et l'idéologie. Lorsque l'idéologie n'est pas menacée dans l'immédiat, on assiste à un déploiement de la langue de bois d'apparat. Lorsqu'au contraire la réalité se fait entendre avec force, lorsque l'évidence quotidienne risque de pulvériser le pouvoir idéologique, la langue de bois revêt sa modalité polémique, affichant sa « *franchise* », accumulant les critiques, multipliant les injonctions qui trahissent le volontarisme incurable du régime.

S'il est une conclusion que l'on peut tirer du XXVII^e Congrès, c'est que le tiraillement entre réalité et fiction idéologi-

que devient aigu ; mais l'extension de la critique ne signifie en rien un progrès de la vérité : elle est l'une de ces concessions factives et toujours temporaires

auxquelles le communisme consent lorsqu'il juge que la « corrélation des forces » lui est défavorable.

Françoise THOM

GUYANA : UNION DE LA GAUCHE CONTRE UN GOUVERNEMENT PROSOVIÉTIQUE ?

La Guyana - l'ex-Guyane britannique - ne tient pas la vedette dans les grands journaux. Ce petit pays de 850 000 habitants vit pourtant une situation politique tout à fait exceptionnelle.

Le paradoxe majeur est que la Guyane, où le Parti communiste (1) n'a totalisé en 1985 que 15,8 % de voix - en baisse par rapport aux élections précédentes - inquiète pourtant vivement les responsables du monde occidental.

La première raison en est que la fraude a atteint des sommets tels que les chiffres officiels ne reflètent pas le véritable rapport de forces. La seconde est que le parti au pouvoir, le P.N.C. (Congrès National du Peuple), bien que n'ayant pas reçu le label d'orthodoxie de la part du PC soviétique, a mené jusqu'ici une politique qui ressemble beaucoup à celle que mènerait un Parti communiste « véritable ».

UN PEU D'HISTOIRE

Pour comprendre cette situation, il faut remonter à 1950. Dans ce qui est encore la Guyane britannique, est fondé le P.P.P., dont le secrétaire général est Cheddi Jagan et le président, Forbes Burnham. Son influence sur la population d'origine indienne, surtout, est forte. De 1957 à 1964, il a même été le parti dominant. En 1964, il obtenait encore 43,3 % des voix et 36,9 % en 1968.

En 1955, une scission aboutit à la naissance du P.N.C. Ce dernier, avec l'aide américaine et britannique, semble-t-il, prit le pouvoir en 1964 et forma un gouvernement de coalition avec l'U.F. (*United Force*) conservatrice (2).

RAPPROCHEMENT AVEC L'URSS ET CUBA

L'indépendance est acquise en 1966 et, chacun à sa manière, le P.P.P. et le P.N.C. se rapprochent de Moscou. En 1969, le P.P.P., qui n'était pas reconnu officiellement par Moscou - malgré les professions de foi marxistes-léninistes de ses leaders, est enfin considéré comme un véritable parti communiste. En août, a lieu une « conférence spéciale » qui décide de son organisation selon un modèle léniniste classique (3). Cheddi Jagan devient premier secrétaire et Janet Jagan, sa femme - formée comme lui à Moscou - est responsable du secteur idéologique (plus tard, elle s'occupera des affaires internationales).

De son côté, le P.N.C., qui dirige l'Etat, prend une série de « mesures socialistes ». Les biens étrangers sont nationalisés. Progressivement, 80 % de la production passe sous contrôle gouvernemental (4) : la production de bauxite en 1971 et 1974, le sucre, en grande partie, en 1976. La Guyana se transforme en « république coopéra-

tive » reposant sur des « principes socialistes » en octobre 1980.

En politique extérieure, la Guyana se rapproche du bloc communiste : relations diplomatiques nouées successivement avec l'URSS, Cuba, la Chine populaire ; échanges de visites entre Georgetown, la capitale, et la Havane : Castro se rend en Guyana en 1973, Burnham à Cuba en 1975. Dès 1978, 200 techniciens cubains se trouvent dans le pays et des conversations ont lieu au sujet d'une coopération militaire. Les relations avec les Cubains passent cependant par des périodes fraîches : leurs interventions trop directes dans la politique intérieure de la Guyana - où ils travaillent au rapprochement entre P.N.C. et P.P.P. ne sont pas toujours appréciées. Par leur programme, les deux partis diffèrent relativement peu, mais le premier s'appuie sur la population d'origine africaine, alors que le P.P.P. s'appuie sur les Indiens (plus de 60 % de la population).

Alternativement, chaque parti propose à l'autre un « *front patriotique national* » (PPP 1979), un « *dialogue constructif pour l'unité nationale* » (P.N.C. 1985). Mais la méfiance est trop grande et l'unité ne se fait pas...

En tout cas, pour bien marquer l'intérêt qu'ils portent, malgré son « hétérodoxie », au P.N.C., les communistes cubains comme les soviétiques et les chinois, assistent à ses congrès...

La coopération économique avec l'URSS, la Tchécoslovaquie, Cuba, la Corée du Nord achève le tableau. La Guyana demande même (en vain) à entrer au Comecon.

TURBULENCES

En août 1985, Burnham meurt (au cours d'une opération chirurgicale bénigne, pratiquée par des médecins cubains). Il est remplacé à la présidence de la République par Desmond Hoyte. Quelques semaines plus tard, se tient le 6^e congrès du P.N.C. Les Soviétiques y sont

(2) Cette coalition ne dure pas.

(3) v. *Communist Year Book* 1971, p. 446.

(4) *Backgrounder* n° 460, 25/2/86 : *Moscow eyes Guyana*.

(1) *People's Progressive Party* (P.P.P.).

très attentifs et en rendent compte dans la *Pravda*. Le secrétaire général du Parti, Chian-dignig, a, il est vrai, du haut de la tribune, exalté « *les progrès continuels de la Guyana sur la voie du socialisme* » et souligné « *l'importance du renforcement des liens entre PNC, PCUS, PC cubain et les autres pays socialistes* » (6).

Pendant ce temps, la situation économique et sociale s'aggrave : dans ce pays riche en or, en diamants, en bauxite et bois précieux, la croissance, si l'on peut dire, est négative en 1982 et 1983.

De nombreuses entreprises industrielles ferment leurs portes. Le chômage touche environ un tiers de la population active ! Le PNC tout puissant et son organisation de jeunesse s'arrogent un droit de regard - politique - sur les embauches (7).

Seule, l'armée est en plein développement : 30 000 militaires et para-militaires entraînés par des conseillers cubains (en comptant les divers coopérants, ces derniers sont maintenant 400). Des armes en provenance de Corée du Nord et d'URSS leur sont fournies. De nouveaux et importants aérodromes se construisent. Des Roumains forment des pilotes d'avions (8).

La vie sociale est presque toute entière contrôlée par le PNC qui, depuis décembre 1974, défend la doctrine de la « *suprématie du Parti* », en vertu de laquelle les entreprises et les syndicats du secteur public doivent être affiliés au Parti ! L'assistance aux meetings du Parti et des dons à celui-ci sont obligatoires.

FRAUDES

Maître de la vie publique, le PNC contrôle aussi les élections. La fraude est grande au point qu'un parti d'opposition comme le W.P.A. (*Working People Alliance*) (9), après avoir boycotté les élections de 1980, s'interro-

geait longtemps sur l'intérêt de participer à de nouvelles élections.

Celles-ci ont lieu le 9 décembre 1985 et donnent les résultats suivants :

	1985		1980	
	Sièges	%	Sièges	%
P.N.C.	54	78,6	53	77,7
P.P.P.	8	15,8	10	19,5
U.F.	2	3,4	2	2,9
W.P.A.	1	1,4	boycott	
Autres	-	0,9		

Comme nous le disions, les élections ne représentent pas l'état des forces réelles. Le pouvoir s'en est pris vivement, au début des années 80, au WPA (perquisitions, poursuites contre des dirigeants, voire meurtres, comme celui du Dr Rodney le 13 juin 1980) parce qu'il représentait un danger plus sérieux que ne l'indique le score très bas qu'il avait obtenu aux élections. Le PPP lui-même « vaut » plus que ce qu'indiquent les résultats. C'est pourquoi on n'est pas encore vraiment sorti de ces élections. La fraude qui les a marquées est devenue le cheval de bataille de l'opposition. Cette fraude a été d'autant plus massive que le pouvoir avait pris soin d'éviter la présence, comme en 1980, d'une commission d'observateurs impartiaux. Votes répétés par les mêmes électeurs, expulsion d'assesseurs de l'opposition, intimidations diverses, décomptes tardifs, manipulations du nombre d'électeurs, tout semble avoir été bon pour le PNC ! (10). Selon les partis de l'opposition, le poids électoral réel du PNC ne dépasserait pas 10 %.

UNION DE LA GAUCHE

Le 10 janvier 1986, les « Socialistes » du WPA s'unissaient aux communistes du PPP et à trois autres petites formations centristes au sein d'une « *coali-*

tion patriotique pour la démocratie » (PCD), dont les objectifs sont le « *retour à la démocratie* », l'assurance du maintien de principe des élections, la fin de la fraude et la défense des droits de l'homme.

TOURNANT OU PAUSE ?

Malgré les nombreuses critiques intérieures (tous les partis d'opposition, les églises, une partie des syndicats) et extérieures (en particulier des Etats des Caraïbes), le PNC a poursuivi, au début de l'année 1986, la même politique :

- sur le plan extérieur, coopération économique avec l'URSS. Une délégation soviétique s'est rendue en Guyana le 26/1/86 (11) et a livré, contre de la bauxite, du matériel électronique, des tracteurs et machines agricoles, un avion de transport et... des hélicoptères d'attaque ! Des conversations, dont on ne connaît pas la teneur, ont eu lieu au sujet de l'extraction de l'or et des diamants.

- sur le plan intérieur, poursuite de l'application de la doctrine de la « *suprématie du Parti* » : « *Les médias de Guyana doivent être un outil pour le développement du pays* », a affirmé le premier ministre Hamilton Green. De fait, les opposants ont bien du mal à s'exprimer et la seule publication indépendante est l'hebdomadaire *Catholic Standard*. En Guyana - comme dans toute l'Amérique latine - les Eglises luttent en effet contre la dictature. Catholiques ou anglicanes, elles avaient dénoncé la fraude électorale le 9 décembre. Le pouvoir leur a fait payer ces

(6) *Backgrounder*, op. cit.

(7) *Socialist Affairs* - organe de l'Internationale Socialiste 4/85.

(8) *Backgrounder*, op. cit.

(9) Ce parti - membre de l'Internationale Socialiste - diffère peu quant au programme du PPP et du PNC, mais il veut dépasser les rivalités ethniques.

(10) v. *Trinidad Guardian* du 20.12.85.

(11) v. *Trinidad Guardian* 17.12.85 et 25.1.86.

prises de position par des perquisitions, une expulsion et diverses tracasseries (12).

La situation économique s'est encore aggravée. La population souffre de la pénurie de produits de première nécessité : farine, riz, savon, huile de table, sel, essence (13). L'Etat n'a plus de devises pour importer et est obligé de faire du troc (14). La Guyana est passée au premier rang des pays anglophones des Caraïbes pour le taux de mortalité infantile et la malnutrition.

Cette situation économique négative et l'isolement grandissant du pays (15) dans la région, (où la Barbade, Sainte Lucie et la Dominique en particulier dénoncent régulièrement les manquements répétés aux droits de l'homme et du citoyen en Guyana), vont-ils conduire à un changement de cap ? Il est vrai - probablement sur les injonctions du FMI - que le secteur

(12) idem, 19.12.85.

(13) *Trinidad Guardian*, 8.04.86.

(14) Cette situation n'est certes pas nouvelle. En juin 1983, des « manifestations de la faim » avaient eu lieu. La même année, la production de sucre avait baissé de 12 % ; celle de riz, de 19 %.

(15) Ce ne sont pas les relations diplomatiques établies le 2 avril 1985 avec l'Albanie qui vont le rompre !

privé (20 % de l'économie) s'est vu récemment encouragé et qu'un appel a été lancé (16) aux investisseurs américains. Bien qu'officiellement mise à l'écart du FMI, la Guyana vient d'obtenir la possibilité de contracter de nouveaux emprunts à taux réduit.

Le PPP en a conclu à un changement de la politique économique. Il a accusé le gouvernement de Desmond Hoyte de « se vendre au FMI » et l'a soupçonné d'avoir conclu un accord secret avec les Etats-Unis. Il est sûr que la visite récente aux Etats-Unis du premier ministre Hamilton Green et ses conversations avec des hommes d'affaires américains pour les pousser à investir en Guyana inquiètent les communistes du P.P.P. (17). Mais quelle est leur signification réelle ? « Pause » nécessaire pour éviter la banqueroute économique totale et rompre l'isolement du pays et du PNC, ou bien changement réel de politique ?

P.R.

(16) *Trinidad Guardian*, 16/4/86.

(17) *Trinidad Guardian* 8.04.86, 21.04.86 et 14.05.86.

A PROPOS DU « CRÉTINISME PARLEMENTAIRE » : LES ORIGINES DE LA « LANGUE DE BOIS »

Notre savant ami Léo Moulin, dont la science n'aurait d'égale que la lucidité s'il n'y avait aussi sa fidélité, nous a signalé une erreur - merci, ami - dans notre dernier numéro : la fameuse formule, qui plaisait tant à Jacques Duclos, « *le crétinisme parlementaire* », figure, nous rappelle Léo Moulin, et il nous invite à l'aller chercher, dans « *Révolution et contre-révolution en Allemagne* ».

Elle s'y trouve, en effet.

Ce livre est un recueil d'articles que la *New York Daily Tribune* avait commandés à Marx, et qui furent pour la plupart écrits par Engels. C'est l'article

« *Le triomphe de la Prusse* », daté du 27 juillet 1852, qui contient la formule à laquelle Lénine devait donner la gloire.

Déjà, dans son article du 24 avril 1852, Engels avait en quelque sorte prélué à la formule. Parlant de l'Assemblée de Francfort, il demandait où se trouvaient, « *parmi ces pauvres êtres qu'une année de vie parlementaire avait rendus complètement idiots, les hommes capables d'une résolution prompt et énergique* » (Paris, 1933, éd. Costes, p. 138).

Trois mois plus tard, il s'en prenait plus spécialement aux membres de « *la gauche de l'As-*

semblée, l'élite et l'orgueil de l'Allemagne révolutionnaire, à l'en croire elle-même » :

« Dès les premiers jours de leur carrière législative, ils avaient été, plus que toute autre fraction de l'Assemblée, contaminés par la maladie incurable du « *crétinisme parlementaire* » [les guillemets sont dans le texte], une affection qui pénètre ses malheureuses victimes de la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir sont régis et déterminés par la majorité des votes émis dans un corps particulier de représentants qui a l'honneur de les compter parmi ses membres et que tout ce qui se passe au-delà des murs de la salle de réunion - guerres, révolutions, constructions de chemins de fer, découvertes de nouveaux gisement d'or en Californie, canaux de l'Amérique centrale, armées russes, bref, tout ce qui peut, d'une façon quelconque, avoir une influence sur les destinées du genre humain - n'est rien, si on le met en regard les événements immenses liés à la question qui occupe pour le moment l'attention de leur honorable assemblée » (id, p. 145).

On connaît trop bien l'âcreté du caractère de Marx, son mépris colérique ou haineux à l'égard de quiconque se permettait de ne pas penser comme lui, pour épouser d'emblée son jugement sur l'Assemblée de Francfort et tout particulièrement sur la gauche de ladite Assemblée : préluant à ce que devait être l'attitude constante des communistes depuis Lénine, Marx, s'il accablait tout le monde de ses critiques, réservait les plus sévères et les plus méchantes à ceux dont la pensée était la plus proche de la sienne.

Quoi qu'il en soit, ce texte permet de se rendre compte de la façon dont s'est constituée la « langue de bois ».

Celle-ci a pris l'allure qui restera connue dans l'histoire au temps de la terreur stalinienne quand, selon une formule dont nous ignorons l'auteur, « *la pensée personnelle était le plus court chemin d'une pensée à une autre* ». Nul n'osait plus avancer une idée sans aussitôt se couvrir par une référence à Marx, à Engels, à Lénine ou à Staline (les textes de Marx et d'Engels étant d'ailleurs souvent cités - prudence oblige - à partir des citations déjà faites par Staline ou Lénine). Encore le texte prétendu personnel qui reliait une citation à l'autre était-il bourré d'expressions toutes faites tirées des maîtres, quand il ne constituait pas purement et simplement un démarquage pur et simple d'un écrit canonique.

Seulement, cette période-là fut celle de la *fixation* de ladite « langue de bois ». Elle n'a pas été, à proprement parler, celle de sa *formation*.

Celle-ci avait commencé avant Lénine : tous les socialistes s'étaient peu à peu habitués à utiliser un certain nombre d'expressions, dont les unes venaient de la tradition socialiste en général, mais dont bon nombre venaient de Marx et d'Engels, soit qu'ils les eussent forgés eux-mêmes, soit qu'ils les eussent empruntées à leurs prédécesseurs. Le tour dogmatique que prit tout de suite la pensée de Marx (à qui pourtant il arrivait de dire qu'il n'était pas marxiste) a entraîné la formation d'une sorte de catéchisme dont on s'appliquait à réciter les formules sans y changer grand'chose. Une étude de la langue de Jules Guesde (plus encore que de celle de Paul Lafargue, esprit malgré tout plus indépendant) donnerait une idée de ce premier état de la langue de bois.

Lénine était tout aussi féru de Marx que Jules Guesde, mais il le connaissait infiniment mieux. Son esprit dogmatique trouvait profit à user de l'argument d'autorité : Marx l'avait dit, cela tranchait tout. On eut ainsi un second afflux de locutions empruntées aux pères de la doc-

trine dans la langue des bolchéviks, Lénine d'ailleurs y ajoutant de son cru. Comme les disciples de Lénine se montraient encore plus soucieux d'obéissance intellectuelle que les marxistes de la première génération, comme ils poussaient chaque jour un peu plus la fidélité jusqu'à la servilité, ils adoptèrent le vocabulaire de Lénine. Et, à travers lui, les formules que Lénine avait empruntées à Marx, sans d'ailleurs toujours se souvenir ou savoir qu'elles étaient de Marx. Car, si Lénine n'avait pas besoin d'évoquer l'ombre de Marx pour donner du poids à sa démonstration, il ne pensait pas toujours à dire que l'expression dont il se servait était de Karl Marx.

On a beau être marxiste, il arrive qu'on se conduise en suivant les axiomes de Proudhon : la propriété, c'est le vol.

Toutefois, jusqu'au temps de la terreur stalinienne, ce langage marxisto-léniniste conservait de la vie, de la mobilité. Il constituait quelque chose comme un système de références et de signes qui permettait d'abrégier le discours, de se faire comprendre et qui dispensait de longs développements. La glaciation, si l'on peut dire, n'intervint qu'avec Staline.

Dès lors, il en fut fini de toute invention verbale si elle n'était pas officialisée par le despote. On savait trop ce qu'il en eût coûté de changer un iota aux textes sacrés.

LÉNINE ET LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

Si l'on en croit l'*Index* ajouté à la quatrième édition de ses *Oeuvres*, Lénine se serait servi vingt-trois fois de l'expression « *crétinisme parlementaire* » ou « *crétin parlementaire* » (1).

Il l'a utilisée pour la première fois dans un article d'avril 1905 : « *La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie* » :

(1) Plusieurs de ces renvois nous paraissent douteux.

« *Si l'on n'a ni instinct révolutionnaire de classe, ni doctrine cohérente à la hauteur de la science, ni... raison dans la tête, il est dangereux même de participer aux grèves, cela peut mener à l'économisme ; de participer à la lutte parlementaire, cela peut finir dans le crétinisme parlementaire...* » (*Oeuvres*, t.8, p. 302).

On le voit, Lénine, cette fois, ne cite pas sa source, soit que l'expression fût déjà entrée dans le langage courant de la social-démocratie russe et qu'il n'eût plus été dès lors besoin d'en préciser l'origine, soit que Lénine eût pris le plus simplement du monde son bien où il le trouvait et sans penser à mal.

Chose curieuse. Les annotateurs de la quatrième édition ne semblent pas connaître exactement l'origine de l'expression. Ils écrivent en note :

« Crétinisme parlementaire, c'est ainsi que Lénine appelait la foi (sic) des opportunistes selon laquelle le système parlementaire serait tout-puissant et la lutte parlementaire la seule et principale forme de lutte politique dans toutes les circonstances » (o.c., p. 606).

On croirait qu'ils attribuent la paternité de l'expression à Lénine. Ce n'est qu'en annotant la deuxième utilisation par Lénine, en juillet 1905, dans la brochure « *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* », qu'ils évoqueront Marx et Engels. Voici le texte :

« Pauvre Russie ! On a dit qu'elle porte toujours les chapeaux démodés que l'Europe a jetés au rancart. Nous n'avons pas encore de Parlement..., mais du crétinisme parlementaire, nous en avons tant et plus » (*Oeuvres*, t.9, p. 60).

Et voici le début de la note :

« L'expression de « *crétinisme parlemen-*

taire », déjà employée par Marx et Engels, se rencontre souvent chez Lénine. Engels écrivait : « *Le crétinisme parlementaire, mal qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir sont gouvernés et déterminés par la majorité dans ce corps représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres* » (o.c., p. 493).

Manifestement, ce texte est celui qui parut sous la signature de Marx et que nous avons reproduit au début de cette chronique. Pourquoi les annotateurs n'ont-ils pas fourni la référence ? Par oubli et négligence ? Ou intentionnellement ? Mystère.

Lénine donnera enfin une référence à Marx, la huitième fois qu'il emploiera l'expression, dans sa préface, écrite en avril 1907, à la traduction de la correspondance de Marx et Engels, avec Sorge et d'autres :

« Aux social-démocrates allemands, (Marx et Engels) enseignaient avec le plus d'insistance à ne pas sombrer dans le philistinisme, le « *crétinisme parlementaire* » (expression de Marx dans la lutte du 19 septembre 1879), l'opportunisme d'intellectuels petits-bourgeois » (Oeuvres, t. 12, p. 373).

Cette *Correspondance Fr. Engels - K. Marx et divers*, publiée par F.A. Sorge, a été traduite en français (Alfred Costes éditeur, Paris 1950, 2 vol. 304 et 354) par Bracke (A.M. Desrousseaux), lequel savait énormément de grec et passait pour un excellent germaniste, mais connaissait mal la « langue de bois » (On a beau être guesdiste, il est difficile de se soumettre tout à fait aux lourdes rigidités de parole et de pensée du marxisme-léninisme quand on a fréquenté les jardins d'Akadémos). Pour traduire l'expression

de Marx, Bracke n'a pas utilisé la formule consacrée.

Marx s'en prenait à Bebel et aux autres chefs du Parti en Allemagne :

« Ces messieurs sont donc avertis et nous connaissent suffisamment pour savoir que cela veut dire : plier ou rompre ! S'ils veulent se compromettre, tant pis. Nous compromettre ne leur sera permis en aucun cas... Ils sont dès à présent tellement atteints d'*idiotisme parlementaire* qu'ils croient être au-dessus de la critique, qu'ils foudroient la critique comme un crime de lèse-majesté » (o.c., t.I, p. 247).

On le voit : Lénine ne fut pas le premier à manier la fêrule et à traiter ses camarades en socialiste comme des élèves qui doivent se limiter à la leçon du maître.

Bracke ignorait-il la traduction adoptée par la « langue de bois » ? Ce n'est pas impossible. Au fond, les socialistes ont toujours mal connu les communistes. Même quand on a été guesdiste, on arrive mal à comprendre le conformisme étroit et sectaire du bolchévisme et beaucoup de ses traits échappent, parce qu'on ne conçoit pas qu'un tel comportement intellectuel puisse exister (2).

LE PARTI COMMUNISTE ET LE PARLEMENTARISME

On est tout surpris de ne pas retrouver l'expression « *crétinisme parlementaire* » dans la résolution sur « *Le Parti communiste et le parlementarisme* », que Lénine fit adopter

(2) Les socialistes connaissaient toutefois déjà l'expression, Charles Rappoport l'employait au début du siècle, avant Lénine, dans un article publié par *Le Socialiste*, l'organe des guesdistes, N° des 21-28 octobre 1905 : « *Il n'y a que l'action socialiste qui empêche le syndicalisme de dégénérer en réformisme à la mode anglo-saxonne, ainsi que, sans le mouvement ouvrier économique, l'action politique risque d'échouer dans le « crétinisme parlementaire » et gouvernemental* ».

par le deuxième Congrès de l'Internationale communiste en juillet 1920. Mais, si le mot n'y est pas, l'idée y est ; et aussi le moyen de ne pas sombrer dans ce crétinisme-là :

« Il ne peut être question de l'utilisation des institutions [parlementaires] bourgeoises qu'en vue de leur destruction... »

« Le dépôt régulier de projets de loi purement démonstratifs, conçus non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande, l'agitation et l'organisation, doit avoir lieu sur les indications du Parti et de son Comité central.

« Tout député communiste... est tenu de se rappeler qu'il n'est pas un « législateur » cherchant un langage commun avec d'autres législateurs (c'est cela le crétinisme parlementaire. E & O), mais un agitateur du Parti envoyé chez l'ennemi pour appliquer les décisions du Parti ».

Le Parti communiste français n'a rien oublié de ces directives, même s'il ne procède plus de façon aussi provocante qu'à certaines périodes. Rien n'interdit de penser que l'espèce de retour aux sources auquel il procède aujourd'hui, faute de mieux, l'amènera à remettre en pratique les sabotages systématiques des travaux parlementaires. Et peut-être reverra-t-on un député communiste marcher sur les traces de Jeannette Veermesch, laquelle, en bonne fille du Nord, n'avait pas besoin d'avoir lu Zola et son « *Germinal* » pour renouveler à l'adresse du Président Herriot - qui en avait vu d'autres - le geste illustre de la Mouquette.

Cl. H.



notes et informations

La faute, ce fut le programme commun de gouvernement

Commentant le 5 mai 1986, devant la Commission exécutive de la CGT, le « tassement » des effectifs (voir *Est & Ouest* n° 30, p. 34), le communiste Warcholak, secrétaire confédéral responsable à l'organisation (et membre du Comité Central du PCF depuis 1976) a fait cette déclaration insolite :

« Toutes les données sont concordantes : le recul de nos forces, de notre influence et l'évolution des comportements prennent leur assise sur la période 72-74 » (*le Peuple*, 27-3-86, p. 5).

Or, selon les données fournies au cours des années par la direction confédérale, les effectifs de la CGT ont atteint le sommet de la courbe en 1985, soit 2 377 511 adhérents (actifs et retraités réunis). D'autre part, ces effectifs n'ont pas connu de variations significatives entre 1968 (où ils atteignaient 2 301 543 adhérents) et 1977 (2 322 055). La décrue a commencé en 1978 – après l'échec de la gauche aux élections législatives et à cause de cet échec : il joua le rôle d'un déclic.

Pourquoi remonter à 1972-1974 ? Très certainement par respect pour la « ligne » actuelle du PCF, laquelle tend à insinuer dans les esprits que la signature du Programme commun de gouvernement en 1972 et l'alliance avec le PS ont constitué l'erreur majeure dont le PCF supporte aujourd'hui les conséquences.

Warcholak ne l'a pas dit, mais il le donne à entendre, tout en se servant d'une expression (« pren-

nent leur assise », on attendait : « leur départ ») suffisamment imprécise pour permettre des interprétations diverses.

Pays-bas : disparition du Parti communiste

La date de naissance du PC hollandais (17 novembre 1918) est connue comme celle de l'un des tout premiers partis communistes fondés en Europe occidentale, dans la foulée de la victoire de Lénine en Russie. Les historiens de demain devront-ils prendre comme date officielle du décès de ce parti le 21 mai 1986, jour des dernières élections législatives de ce pays ?

Pour sa disparition sur le plan parlementaire, le diagnostic ne prête à aucune équivoque : c'est la première fois depuis sa formation que ce parti ne dispose plus d'un seul représentant au Parlement, alors que dans la législature précédente, il en avait encore trois (sur un total de 150 sièges). Pour sa disparition en tant que force politique dans le pays, le même diagnostic ne paraît pas excessif : il n'a recueilli que 0,6 % des suffrages exprimés. Rappelons que lors des élections précédentes, en 1982, il avait obtenu 1,9 % des suffrages et qu'au lendemain de la dernière guerre, en 1946, il en totalisait 10,5 %. Rappelons aussi que son voisin, le PC belge, connaît le même sort électoral : lors des élections d'octobre dernier, il s'est retrouvé, pour la première fois depuis 1921, dans la situation de ne plus disposer d'un seul siège.

Espionnage, terrorisme et bonnes paroles

Le 25 février 1986, le rédacteur en chef du service russe de

Radio-Liberty, Oleg Toumanov, disparaissait. Il réapparut à Moscou le 28 avril dernier, au cours d'une conférence de presse donnée devant de nombreux journalistes occidentaux.

Cette affaire permet de rappeler la haine que les autorités soviétiques vouent aux stations américaines *Radio-Liberty* et *Radio-Free Europe*, basées à Munich.

A les entendre, en effet, les informations de ces stations ne proviennent pas de la population d'U.R.S.S. elle-même, mais de touristes étrangers et surtout de diplomates occidentaux. Toumanov a, par exemple, soutenu que « la direction des activités des dissidents en U.R.S.S. se fait par l'intermédiaire de l'ambassade des USA... » et qu'il est dès lors aisé, pour les diplomates américains, de renseigner ces deux stations sur leurs « créatures » ! *Radio-Liberty* et *Radio-Free Europe*, affirme-t-il prennent aussi des contacts avec des touristes soviétiques en Occident et – boucs émissaires classiques – « avec des personnes d'origine juive sortant d'U.R.S.S. ». Pour finir, Toumanov a insisté sur le fait que les activités de *Radio-Liberty* étaient contraires aux normes du droit international, à la charte de l'ONU et au traité germano-soviétique de 1970, « où les deux parties se montraient résolues à développer la coopération pour le renforcement de la paix et de la détente (1).

Ces attaques ne sont pas nouvelles. Les deux stations sont régulièrement qualifiées de « centres d'espionnage contre l'Union Soviétique et les Etats socialistes frères »... qui « empoisonnent les ondes avec les agents de la CIA » et « protègent ces cadavres politiques que sont les dissidents » (2).

Tout est bon pour les dénigrer : un avion s'écrase-t-il près de Munich à cause d'une panne du système électronique de pilotage ? On laisse entendre qu'el-

(1) *Temps Nouveaux*, 19/1986.

(2) Victor Choundeev, *Subversion sur les ondes*, Ed. Novosti, Moscou 1980.

les en sont responsables et qu'il faut les expulser d'Allemagne. Cette fois c'était un avion ouest-allemand, mais demain, ce sera un Pershing américain que leurs émissions vont perturber ! (3).

Caricatures grossières, conflits internes montés en épingle, pressions diplomatiques sur les pays où les stations ont un relais, tout est utilisé pêle-mêle : même un film a été produit à Kiev à leur propos ! Intitulé « *Cancan dans un parc anglais* » (4), il raconte l'histoire d'un membre de la section ukrainienne de *Radio-Liberty* rencontrant d'anciens bandéristes « *haïssant l'U.R.S.S.* » et des gens ayant perdu toutes leurs illusions sur l'Occident...

Comme ces attaques ne suffisent pas, on envoie des espions ou... des bombes. En février 1981, une bombe puissante avait démolé une partie des bâtiments, blessant plusieurs employés. Le 9 novembre 1984, l'Allemagne fédérale dut expulser cinq diplomates roumains pour « *conduite incompatible avec leur statut diplomatique* ». Ces hommes étaient tout simplement accusés d'avoir organisé une attaque à la bombe contre la station de radio. En mai 1985 une autre attaque eut lieu — au Portugal cette fois — contre une antenne/relais.

De tels procédés éclairent les bonnes paroles, neutres et œcuméniques, utilisées parfois par les Soviétiques : « *Tous les gens de bonne volonté, tous ceux qui luttent pour la paix, la justice sociale, la détente et une coopération d'égal à égal, pensent que Radio-Liberty et Radio-Free Europe n'ont pas leur place dans un système moderne de mass médias. Elles n'ont pas leur place dans la vie politique de notre monde contemporain* » (5).

Par la violence ou en douceur, les autorités soviétiques ne cherchent qu'une chose : supprimer toutes les sources d'infor-

mations dont bénéficient les populations de l'Est et qu'ils ne contrôlent pas.

Alessandro Natta parle de Gorbatchev

L'hebdomadaire allemand « *Der Spiegel* » (26 mai) a publié le texte d'un long entretien enregistré de deux de ses journalistes avec le secrétaire général du PC italien. Plusieurs questions portaient sur la politique soviétique et sur Gorbatchev. A la question : « *Toutefois, vous êtes rentré en janvier de Moscou passablement enthousiaste ?* », Natta a répondu : « *S'il vous plaît, pas d'appréciations erronées. Je ne m'enthousiasme pas si facilement. J'étais intéressé par des propos de Gorbatchev, en particulier sur la politique étrangère. Je trouve justes les déclarations de Gorbatchev selon lesquelles nous vivons tous ensemble et devons à tout prix éviter une nouvelle guerre...* ». En réponse à une autre question, Natta a précisé : « *Je lui ai dit (à Gorbatchev) que les réformes sont nécessaires, qu'une dialectique plus grande devrait exister pour ne pas mélanger le Parti et l'État. Cela ne veut pas dire que je conseille à Gorbatchev d'établir un système pluraliste des partis comme en Italie...* » Répondant à la question suivante, Natta a livré cette information : « *La maison d'édition du Parti va prochainement publier un recueil de discours de Gorbatchev. A cette occasion, il a écrit une Introduction dans laquelle il a dit quelque chose que je n'ai jamais entendu chez aucun autre chef du Parti soviétique : « Le processus historique a conduit en Union Soviétique à un système de parti unique ». C'est une subtilité : il n'a pas dit : le règne d'un Parti est formulé par Lénine ou Marx. Non, le processus historique, l'histoire nous a conduit là. C'est une remarque importante, intéressante !*

Bref, le nouveau chef du PC italien et le nouveau chef du PC soviétique, quand ils conversent, emploient les mêmes platitudes et les mêmes lieux communs, appris à l'école du Parti dans leur jeunesse. L'originalité de l'un et de

l'autre n'est pas dans ce qu'ils disent, mais dans le comportement de l'un face à l'autre. Visiblement, à des relations tendues marquées depuis des années par des polémiques publiques et une absence de contact au sommet, vient de se substituer un climat de coopération, d'absence de polémique en public et de rapports réguliers entre les deux partis.

L'Europe n'a-t-elle plus le droit de se défendre ?

Un article diffusé par l'agence de presse *Novosti* (« *Actualités Soviétiques* » N° 622, 7 mai 1986) et signé du Colonel I. Vladimirov, qualifié d'« *expert soviétique* », traite de l'Initiative de Défense Européenne (IDE) actuellement étudiée par la France et l'Allemagne. Ce programme est présenté ici d'une façon bien singulière.

D'une part en effet, l'auteur écrit que l'IDE consiste en un « *programme de création d'un système anti-missiles* ». Il précise que « *ce programme de recherches théoriques prévoit l'étude des possibilités de destruction des missiles opérationnels et tactiques* ». Il ajoute que l'IDE implique « *de moderniser les moyens actifs et passifs de la défense anti-aérienne et de doter les troupes de moyens « exotiques » de défense anti-missiles...* ».

On le voit, le Colonel I. Vladimirov admet que l'IDE revêt un caractère essentiellement défensif.

Or aussitôt après sa description de l'IDE, le Colonel I. Vladimirov explique que celle-ci « *visé à rompre le rapport des forces existant, à le changer en faveur de l'alliance nord-atlantique, à lui assurer la possibilité de porter le premier coup* ». « *L'Europe se charge d'une lourde responsabilité* », menace-t-il pour finir.

Ainsi, même les efforts de l'Europe pour se prémunir contre une attaque extérieure, et reconnus comme essentiellement défensifs par un « *expert soviétique* », sont jugés inacceptables par ce dernier. Aux yeux de Moscou, l'Europe n'avait déjà pas le droit d'accepter l'aide américaine pour sa défense. A présent, elle n'a même plus celui de se défendre elle-même.

(3) *Temps Nouveaux*, 33/1984.

(4) L'adresse des deux stations de radio à Munich est Englishengarten 1.

(5) *Temps Nouveaux*, 46/1985.

Dobrynine fait son apprentissage

La « Pravda » (27 avril) rapporte qu'une rencontre a eu lieu à Moscou entre les représentants de deux « partis frères » : le PC soviétique, représenté par Dobrynine, secrétaire du Comité central et Zagladine, premier chef-adjoint de la Section internationale d'une part, et le PC chypriote en la personne de son principal responsable, E. Papaioannou, accompagné de deux membres du Politburo, d'autre part. Le communiqué qui a annoncé cette rencontre est l'un des premiers, sinon le premier, indiquant que Dobrynine assume la nouvelle fonction du chef de la Section internationale. Comme Dobrynine est novice en la matière, rien d'étonnant qu'il ait été accompagné par le vieux routier en ce domaine qu'est V. Zagladine.

Certes, à raisonner selon la logique « bourgeoise », on pourrait s'étonner que Dobrynine inaugure son règne par une audience accordée à une délégation communiste venue d'un des plus petits pays d'Europe, coupé en deux par surcroît. A raisonner selon la logique « marxiste-léniniste », cette rencontre est au contraire parfaitement justifiée, pour une double raison : d'une part, le PC chypriote est le seul en Europe (avec le PC italien) à pouvoir rassembler encore 30 % de l'électorat ; d'autre part, il est l'un de ceux qui restent inconditionnellement et totalement alignés sur Moscou, comme c'était le cas à l'époque de Staline pour l'ensemble des « partis frères ».

Le communiqué de la « Pravda » confirme cette domestication du PC chypriote. Dès la première phrase, l'accent est mis sur le « climat chaleureux et amical » de la rencontre, dont les participants « ont constaté leur unité de vues dans l'appréciation de la situation internationale, caractérisée par une forte aggravation des tensions, à la suite de l'attitude grossière des milieux impérialistes américains qui bafouent la volonté des peuples pour la paix, poursuivent la course aux armements... », etc. Dans la phrase

suivante, trois « agressions » américaines sont énumérées : « le terrorisme d'État » contre la Libye et des « agissements contraires au droit » au Nicaragua et en Afghanistan.

Être retraité en U.R.S.S.

Population, la revue de l'Institut national d'études démographiques (1), a publié dans son dernier numéro de 1985 un intéressant article d'Hélène Yvert-Jalu, consacré aux personnes âgées en Union Soviétique.

Parmi les nombreux enseignements de cette très sérieuse étude, on apprend que le pouvoir d'achat des retraités soviétiques a nettement baissé depuis une quinzaine d'années. Si les prix de produits alimentaires comme le pain, le lait, les œufs, la viande mais aussi ceux des logements d'Etat, de l'eau, du gaz, de l'électricité et du téléphone n'ont pas changé depuis des années, « il n'en est pas de même pour d'autres biens de consommation » : vêtements et livres ont subi des hausses camouflées, sous couvert d'un changement de qualité. Le prix des taxis (si utiles puisque les transports en commun sont surchargés) et ceux des produits des marchés kolkhoziens ont égale-

(1) 27 rue du Commandeur, 75675 Paris cédex 14.

ment augmenté. « Même l'alimentation courante semble chère, sans parler du prix des vêtements ».

La dégradation du niveau de vie des retraités qui en découle est d'autant plus sensible que leurs retraites ont été fixées il y a longtemps en fonction d'un salaire moyen bien inférieur au salaire moyen en cours.

La conséquence de l'insuffisance des retraites est que les retraités sont souvent contraints de travailler - là où ils le peuvent, c'est-à-dire dans des secteurs très déficitaires, car mal rétribués et de peu de prestige. Ces emplois se caractérisent aussi par une mobilité importante - dans un sens descendant, c'est-à-dire du plus qualifié au moins qualifié. Malgré tout, « même en cumulant retraites et salaires, les ressources des retraités soviétiques restent modestes ».

L'étude se termine par « quelques remarques sur les services de santé et les maisons de retraite ». Elle rappelle la « remontée de la mortalité dans les tranches d'âge élevées » - ce qui laisse supposer que « les services médicaux sont mal équipés pour lutter contre les problèmes spécifiques du 3^e âge ». Les services des maisons de retraites sont médiocres : « Alors que la norme dans les hôpitaux est de 1 médecin pour 20 à 25 malades, on ne compte dans ces établissements qu'un médecin pour 151 à 225 personnes ! ». « Seules font exception les institutions luxueuses destinées à quelques groupes privilégiés comme les artistes et écrivains, les hauts fonctionnaires du Parti et les officiers, et quelques établissements payants... ».

Bernard Vivier

OFFENSIVE COMMUNISTE CONTRE LE MOUVEMENT MUTUALISTE

les ETUDES
SOCIALES
et SYNDICALES

Cette nouvelle brochure peut être commandée aux *Etudes Sociales et Syndicales*, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris (15 F + port).

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale

Président du conseil d'administration : Claude HARMEL

Principaux associés : Claude HARMEL, Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration : 15, av. Raymond-Poincaré 75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs
Abonnement annuel : 262 francs
Etranger : 346 francs

Impression : EDIMPRO - 20, rue Doudeauville, 75018 Paris C.P.P. 59.594



livres

FAUT-IL DÉFENDRE GEORGES MARCHAIS ?

S'il y a toujours, dans quelque banlieue, une « polyclinique » tenue par des médecins communistes, sans doute vont-ils devoir ouvrir une nouvelle consultation : l'allergie à Georges Marchais. Elle se développe en effet parmi les électeurs et même les militants du P.C. ; pour Michel Naudy, l'auteur de « P.C.F., le suicide » (1), aucune guérison n'est plus à espérer.

Le portrait qu'il trace du secrétaire général est féroce. Georges Marchais, dit-il, est ignare, même en marxisme. Son culot est phénoménal, surtout sur ce qu'il ignore. Ses sujets de conversation favoris sont le sport et la chasse. Son épouse — quand elle ne fait pas les valises — pèse d'un poids anormal dans les décisions politiques. Il est lui-même dupe de l'image grossièrement truquée que donnent d'elles-mêmes l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Devant des échecs électoraux sans précédents, il refuse de reconnaître ses responsabilités et ne songe qu'à bétonner sa position grâce à ses séides, les Gremetz, Gau, Blotin, Lefort ou Vasseur. Ah ! conclut Michel Naudy, où sont les grands hommes de jadis, les Thorez, Duclos, Cachin, Frachon... ?

Il va falloir, pour une fois, et même si cela surprend, qu' *Est & Ouest* prenne la défense du secrétaire général du P.C.F. contre des attaques manifestement injustes. Tout d'abord, c'est par une illusion grandissante du passé que Naudy béatifie ses prédécesseurs. L'époque jouait pour beaucoup dans la culture dont se piquait Thorez (en privé seulement), et d'ailleurs elle jouait aussi dans l'autre sens, celui d'un « culte de la personnalité » bien plus monstrueux sous Thorez que sous Marchais — de même que l'intervention de l'épouse du secrétaire général.

On peut donc répondre à Naudy, pour parodier le langage marxiste-léniniste, que « sans nier le rôle des personnalités différentes, la fonction de secrétaire général du P.C. obéit à certaines nécessités historiques ». D'ailleurs lui-même a un chapitre fort intéressant sur ce sujet, le VI^e de son livre, consacré aux « permanents » du parti : bonne étude de sociologie politique sur le recrutement, la carrière et la psychologie de ce personnel si particulier et, par nature, toujours de l'avis du secrétaire général.

Celui-ci, par définition, a commencé par être l'un d'eux. Avant comme après sa désignation, il vit dans l'univers spécial du parti, matériellement et plus encore intellectuellement : il n'a jamais à prendre au sérieux une pensée indépendante.

Après son avènement, il n'a plus autour de lui que des béni-oui-oui et il a à sa disposition une quantité non négligeable de commodités matérielles et de pouvoir sans contrôle. Comment s'étonner du résultat ?

Michel Naudy n'est pas Saint-Simon et Marchais, moins encore Louis XIV, mais il y a dans ce qu'il raconte quelque chose de l'atmosphère de Versailles dans les années sombres — dignité en moins. Le communisme, par la pratique du « centralisme démocratique » qui lui est consubstantiel, secrète nécessairement l'adulation.

Quand aux échecs que Naudy reproche cruellement à Marchais, lui sont-ils personnellement imputables ? L'ardoise qu'il paye lui a été laissée par Thorez, justement. Si les électeurs se détournent du P.C.F., c'est qu'ils ont enfin compris sa vraie nature ; mais ils y ont mis le temps ! C'est ce délai, avec l'opacité des choses d'Union Soviétique, la lenteur des intellectuels à comprendre et l'inertie électorale des masses, qui fait illusion sur le règne glorieux de Thorez : le communisme français était alors aussi bestial qu'aujourd'hui. Simplement, on ne le savait pas.

Il est vrai qu'un détail important a joué dans la dernière période, mettant plus en cause la personne de Marchais, et Michel Naudy, comme journaliste de télévision, y est particulièrement sensible : face aux nouvelles techniques de communication politique, le P.C.F. est apparu comme « ringard ». La télévision grossit les traits déplaisants, comme la roublardise sans finesse de Marchais ; elle impose un nouveau « look » qu'il n'a pas su revêtir. Les « taisez-vous, Elkabach ! », peu goûtés des journalistes, ne le sont guère plus par le public.

Ainsi les à-côtés du livre de Michel Naudy sont-ils plus intéressants que ce qui, pour lui, en est le centre, c'est-à-dire l'éternel espoir, nourri par des générations d'intellectuels toujours déçus, de voir le P.C.F. s'ouvrir à la discussion et se libéraliser — et, aujourd'hui, retrouver ainsi les électeurs que l'image de Staline lui a fait perdre après les lui avoir fait gagner autrefois. C'est méconnaître le fait que la politique du P.C.F. n'a pas pour objectif de satisfaire des électeurs : son secrétaire général n'a à se soucier que d'un électeur unique, qui siège au Kremlin (l'oubli de la dimension soviétique du P.C. français est la grande faiblesse du livre).

Bien entendu, les remous que décrit Michel Naudy — autour des élections européennes de 1984 — peuvent, dans certains cas, conduire un parti communiste jusqu'à la fracture, ou à une évolution du type italien : grand rêve des intellectuels communistes français, à qui Marchais fait honte comme un parent qui se tient mal à table. Tout le monde ne peut pas avoir un parti communiste dirigé par un marquis.

Denis LECORBENOIS

(1) Editions Albin Michel.